

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 99 (1981)
Heft: 51

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce

Foglio ufficiale svizzero di commercio

Redaktion: Effingerstr. 3, Postfach 2170, 3001 Bern ☎ 031 61 22 21
 Preise: Kalenderjahr Fr. 44.-, halb: Fr. 27.-, Ausland Fr. 55.- jährlich
 Inserate: Publicitas ☎ 031 65 11 11, pro mm 51 Rp., Ausland 57 Rp.
 Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen

Redaction: Effingerstr. 3, case postale 2170, 3001 Berne ☎ 031 61 22 21
 Prix: Année civile 44 fr., un semestre 27 fr., étranger 55 fr. par an
 Insertions: Publicitas ☎ 031 65 11 11, le mm 51 cts, étranger 57 cts
 Paraît tous les jours, les dimanches et jours de fêtes exceptés

No 51 - 681

Bern, Mittwoch, 4. März 1981
 Berne, mercredi, 4 mars 1981

99. Jahrgang
 99e année

No 51 - 4. 3. 1981

Inhalt - Sommaire - Sommario

Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge - Faillites et concordats - Fallimenti e concordati

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio

Kantone - Cantons - Cantoni

Zürich, Bern, Luzern, Schwyz, Nidwalden, Glarus, Zug, Fribourg, Solothurn, Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Appenzell A.Rh., St. Gallen, Graubünden, Aargau, Ticino, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève, Jura.

Fabrik- und Handelsmarken - Marques de fabrique et de commerce - Marchi di fabbrica e di commercio 307757-307777

Bilanzen - Bilans - Bilanci

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Kleinhandelsumsätze im Januar 1981 - Le chiffre d'affaires du commerce de détail en janvier 1981.

Amtlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Konkurse - Faillites - Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen bis spätestens Dienstag 12 Uhr bzw. Donnerstag 12 Uhr, beim Schweizerischen Handelsamtsblatt, Postfach 2170, 3001 Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir à la Feuille officielle suisse du commerce, case postale 2170, 3001 Berne, le mardi et le jeudi jusqu'à 12 heures au plus tard.

Konkurrenzeröffnungen

(SchKG 231, 232; VZG vom 23. April 1920, Art. 29 und 123)

Die Gläubiger der Gemeinschuldner und alle Personen, die auf in Händen eines Gemeinschuldners befindliche Vermögensstücke Anspruch machen, werden aufgefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche unter Einlegung der Beweismittel (Schuldscheine, Buchauszüge usw.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift dem betreffenden Konkursamt einzugeben. Mit der Eröffnung des Konkurses hört gegenüber dem Gemeinschuldner der Zinselauf für alle Forderungen, mit Ausnahme der pfandversicherten, auf (SchKG 209).

Die Grundpfandgläubiger haben ihre Forderungen in Kapital, Zinsen und Kosten zerlegt anzumelden und gleichzeitig anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig und gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin.

Die Inhaber von Dienstbarkeiten, welche unter dem früheren kantonalen Recht ohne Eintragung in die öffentlichen Bücher entstanden und noch nicht eingetragen sind, werden aufgefordert, diese Rechte unter Einlegung allfälliger Beweismittel in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift binnen 20 Tagen beim Konkursamt einzugeben. Die nicht angemeldeten Dienstbarkeiten können gegenüber einem gutgläubigen Erwerber des belasteten Grundstückes nicht mehr geltend gemacht werden, soweit es sich nicht um Rechte handelt, die auch nach dem Zivilgesetzbuch ohne Eintragung in das Grundbuch dinglich wirksam sind.

Desgleichen haben die Schuldner der Gemeinschuldner sich binnen der Eingabefrist als solche anzumelden bei Straffolgen im Unterlassungsfalle.

Wer Sachen eines Gemeinschuldners als Pfandgläubiger oder aus andern Gründen besitzt, hat sie ohne Nachteil für sein Vorzugsrecht binnen der Eingabefrist dem Konkursamt zur Verfügung zu stellen bei Straffolgen im Unterlassungsfalle; im Falle ungerechtfertigter Unterlassung erlischt zudem das Vorzugsrecht.

Die Pfandgläubiger sowie Drittpersonen, denen Pfandtitel auf den Liegenschaften des Gemeinschuldners weiterverpfändet worden sind, haben die Pfandtitel und Pfandschreibungen innerhalb der gleichen Frist dem Konkursamt einzureichen.

Den Gläubigerversammlungen können auch Mitschuldner und Bürgen des Gemeinschuldners sowie Gewährpflichtige beiwohnen.

Ouvertures de faillites

(LP 231, 232; ORI du 23 avril 1920, art. 29 et 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (LP 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchu de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (LP 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchu de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchu de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Kt. Zürich

(743³)

Gemeinschuldner: **Spieser Pius**, geboren 28. Oktober 1956, von Lachen SZ, Monteur, Neeserweg 15, 8048 Zürich.

Datum der Konkurrenzeröffnung: 19. Januar 1981.

Summarisches Verfahren, Art. 231 SchKG.

Eingabefrist: bis 25. März 1981.

8048 Zürich, den 25. Februar 1981 Konkursamt Alstetten-Zürich
 Alstetterstrasse 142

Kt. Zürich

(745)

Über den Nachlass des am 5. Februar 1979 verstorbenen **Lenzlinger-Huber Hans Ulrich**, geboren 22. Juli 1929, von Uster ZH, wohnhaft gewesen Ackersteinstrasse 116, 8049 Zürich, ist die konkursamtliche Liquidation angeordnet worden.

Datum der Konkurrenzeröffnung: 22. Januar 1981.

Erste Gläubigerversammlung: Freitag, 13. März 1981, 14.30 Uhr, Restaurant Mühlehalde, Haldenstube, Limmattalstrasse 215, 8049 Zürich.

Eingabefrist: bis 16. März 1981.

Die infolge des vorangegangenen erbrechtlichen Schuldnerverfahrens bereits angemeldeten Gläubiger sind einer nochmaligen Eingabe entbunden (SchKG 234).

8049 Zürich, den 26. Februar 1981 Konkursamt Höngg-Zürich:
 W. Kunz, Notar-Stellvertreter

Kt. Zürich

(588¹)

Gemeinschuldner: **Schaffhauser-Ferro Franz**, geb. 3. Oktober 1949, von Gossau SG, Elektroniker, Bucheggstrasse 103, 8057 Zürich.

Datum der Konkurrenzeröffnung: 27. Januar 1981.

Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SchKG.

Eingabefrist: bis 13. März 1981.

8042 Zürich, den 13. Februar 1981

Konkursamt Unterstrass-Zürich
 Postfach, 8042 Zürich 6
 Tel. 01 362 94 26
 H. Hugentobler, Notar

Kt. Zürich

(742³)

Gemeinschuldner: **Hänsli Willi**, 12. April 1924, von Zürich, Architekt, Granitweg 4, 8006 Zürich.

Konkurrenzeröffnung: 4. Februar 1981.

Summarisches Verfahren gemäss Art. 231 SchKG.

Eingabefrist: bis 24. März 1981.

8042 Zürich, den 26. Februar 1981

Konkursamt Unterstrass-Zürich
 Postfach, 8042 Zürich 6
 Tel. (01) 362 94 26
 H. Hugentobler, Notar

Kt. Solothurn

(783)

Gemeinschuldner: **Stettler Walter**, 1945 Dachdecker, Hauptstrasse 62, Zuchwil.

Datum der Konkurrenzeröffnung: 3. Februar 1981.

Summarisches Verfahren im Sinne von Art. 231 SchKG.

Eingabefrist: bis und mit 25. März 1981 (die Forderungen sind Wert 3. Februar 1981 aufzurechnen).

4500 Solothurn, den 4. März 1981

Konkursamt Kriegstetten

Kt. Basel-Landschaft

(782)

Gemeinschuldner: **Meyer-Gaster Rolf**, geb. 1937, Inhaber der Einzelfirma Teppichhaus Meyer, Hauptstrasse 63, 4102 Binningen, wohnhaft: Auf der Wacht 9, 4104 Oberwil.

Datum der Konkurrenzeröffnung: 23. Januar 1981 (Art. 171 SchKG).

Erste Gläubigerversammlung: Montag, den 16. März 1981, nachmittags 15 Uhr, im Restaurant Mühle, Baslerstrasse 54, Binningen.

Eingabefrist: bis und mit 3. April 1981.

Die Konkursverwaltung beantragt den Gläubiger, das gesamte Geschäftsinventar freihändig zu verwalten. Es liegt ein Kaufangebot von Fr. 40 000.- vor. Dieses Angebot beinhaltet die gleichzeitige Übernahme des mehrjährigen Mietvertrages.

Es steht jedem Gläubiger innert 10 Tagen das Recht zu, bei uns ein höheres, bzw. günstigeres Angebot einzureichen, bei Annahme des Verzichtes im Unterlassungsfalle.

Auch für das übrige bewegliche Inventar wird beantragt, dass die Konkursverwaltung dieses sofort nach Ablauf der Eingabefrist nach freiem Ermessen freihändig verwalten kann. Sollte die erste Gläubigerversammlung nicht beschlussfähig sein und die Mehrheit der bekannten Gläubiger nicht bis zum 16. März 1981 dagegen schriftlich bei uns Einsprache erheben, gelten diese Anträge als genehmigt.

Die vom Gemeinschuldner unter der Nummer 155 577 ausgestellten Grossistenklärungen für den steuerfreien Warenbezug werden hiermit widerrufen.

4102 Binningen, den 4. März 1981

Konkursamt Binningen

Ct. de Genève

(780)

Faillie: **Surveillance et Gestion Services S.A.**, gérance de portefeuilles d'assurances et prestations d'autres services, notamment commerciaux, ayant son siège rue Saint-Joseph 29, à Carouge GE.

Date de l'ouverture de la faillite: 9 octobre 1979.

Liquidation sommaire, art. 231 LP: 2 mars 1981.

Délai pour les productions: 24 mars 1981.

1200 Genève, le 4 mars 1981

Office des faillites
 Le préposé: P. Mermoud

Ct. du Jura (744)
 Faillite: **Blasquez Victor**, 1957, Renov Bâtiment, rue des Malvoisins 5, 2900 Porrentruy.
 Propriétaire de l'immeuble suivant:
 Ban de Boncourt
 Feuillet Lieu-dit et nature Cont. a ca Valeur officielle Fr.
 75 Impasse du Chavon dessous, habitation, assur. no 9, grange, écurie, remise assur. no 9 A, aisanse, jardin, verger 15 60 176 700.-
 Date de l'ouverture de la faillite: 9 février 1981.
 Liquidation sommaire, art. 231 LP.
 Délai pour les productions: 24 mars 1981; pour l'indication des servitudes: 24 mars 1981.
 Radiation du registre des grossistes:
 Les déclarations de grossistes émises par M. Victor Blasquez, Renov Bâtiment, Porrentruy, sous no 309 350, sont révoquées par la présente publication.
 2900 Porrentruy, le 27 février 1981

Office des faillites de Porrentruy
 Le préposé: René Domont

Einstellung des Konkursverfahrens

(SchKG 230)

Suspension de la liquidation

(LP 230)

Sospensione della procedura

(LEF 230)

Kt. Zürich

(747)

Über die **CTM Commerz Treuhand u. Management AG**, Badenerstrasse 567, 8048 Zürich 9, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksamtes Zürich vom 15. Januar 1981 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung dieses Richters am 23. Februar 1981 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.

Sofern nicht ein Gläubiger bis zum 16. März 1981 die Durchführung des Verfahrens begehrt, sich gleichzeitig zur Übernahme des ungedeckten Teils der Verfahrenskosten verpflichtet und daran vorläufig einen Barvorschuss von Fr. 5000.- leistet, gilt das Verfahren als geschlossen.

8048 Zürich, den 26. Februar 1981

Konkursamt Altstetten-Zürich

Ct. Ticino (766)
 Fall. 9/81
 Faillite: **Simonatherm SA in liq.**, Lugano.
 Data dei decreti di apertura del fallimento e di sospensione della procedura per mancanza di attivo: 7 ottobre 1980 e 9 febbraio 1981 della pretura di Lugano-Distretto, Lugano.
 La procedura di liquidazione sarà chiusa se nessun creditore ne chiederà la continuazione entro 10 giorni data, anticipando fr. 2500.- a garanzia delle spese.
 Nel caso in cui le spese fossero superiori a tale importo, l'ufficio si riserva la facoltà di chiederne il pagamento (RU 64 III 38).

6900 Lugano, il 27 febbraio 1981 Ufficio esecuzione e fallimenti 1° circondario, Lugano
 Per l'ufficio: R. Delorenzi, uff.

Ct. Ticino (749)
 Fall. 19/80

Faillite: **Betatur S.A.**, via Bossi 29, Chiasso.
 Data dei decreti: 28 ottobre 1980 e 2 febbraio 1981.

La procedura si riterrà definitivamente chiusa per mancanza di attivo, qualora nessuno dei creditori chieda, a questo ufficio, la continuazione in via ordinaria, entro il termine di dieci giorni da questa pubblicazione, anticipando fr. 3000.- per le tasse e spese.

Nel caso in cui le tasse e spese fossero superiori a detto importo, l'ufficio si riserva la facoltà di chiederne il pagamento. (RU 64 III 38).

6850 Mendrisio, il 25 febbraio 1981

Ufficio esecuzione e fallimenti
 Per l'ufficio: A. Caimi, uff.

Ct. de Vaud (750)

La faillite ouverte le 5 février 1981 contre **E. Garzoni SA en liquidation**, chemin de Boissonnet 96, Lausanne, a été, ensuite de constatation de défaut d'actif, suspendue par décision du juge de la faillite.
 Si aucun créancier ne demande d'ici au 14 mars 1981 la continuation de la liquidation en faisant une avance de frais de fr. 2000.-, cette faillite sera clôturée.

1001 Lausanne, le 4 mars 1981

Office des faillites de Lausanne:
 M. Tavel, préposé

Ct. de Vaud (746)

Par décision du 25 février 1981, le président du Tribunal du district d'Yverdon a ordonné la suspension de la liquidation pour défaut d'actif de la faillite de **Tupin Guy**, 1933, de nationalité française, boucher, domicilié à 1400 Cheseaux-Noréaz, Champ-Soleil 5, ouverte le 28 janvier 1981.

Si aucun créancier ne demande, d'ici au 14 mars 1981, la continuation de la liquidation en faisant une avance de fr. 2500.-, la faillite sera clôturée.

1400 Yverdon, le 26 février 1981

Le préposé aux faillites:
 Dufey

Kollokationsplan - Etat de collocation

(SchKG 249-251) - (LP 249-251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est pas attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Graduatoria

(LEF 249-251)

La graduatoria originale o rettificata diventa definitiva se non è impugnata nel termine di dieci giorni con un'azione promossa davanti al giudice che ha pronunciato il fallimento.

Kt. Zürich (767)

Im Konkurs über die **Aurum Finanz AG in Liquidation**, Badenerstrasse 281, 8003 Zürich, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt Wiedikon-Zürich, Weststrasse 70, 8003 Zürich, zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert zehn Tagen, seit Bekanntgabe der Auflegung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 4. März 1981 durch Klageschrift (im Doppel), beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksamtes Zürich anzuheben. Noch nicht rechtskräftige Forderungen aus öffentlichem Recht, zu deren Beurteilung im Bestreitungsfall besondere Instanzen zuständig sind, können jedoch nur nach den zutreffenden besonderen Verfahrensvorschriften angefochten werden. Soweit keine Anfechtung erfolgt, wird der Plan rechtskräftig.

Innert der gleichen Frist sind schriftlich einzureichen beim Konkursamt Wiedikon-Zürich:

Begehren um Abtretung der Rechte im Sinne des Art. 260 SchKG zur Bestreitung der noch nicht rechtskräftigen Forderungen aus öffentlichem Recht, auf deren Anfechtung die Konkursverwaltung verzichtet.

8036 Zürich, den 27. Februar 1981

Konkursamt Wiedikon-Zürich:
 Krummenacher, Notar-Stellvertreter

Kt. Schwyz (769)

Kollokationsplan und Inventar

Im Konkurs über **Barnert Alois**, geb. 26. Februar 1959, von Tuggen, vorher wohnhaft in 8856 Tuggen, St. Gallerstrasse 21, jetzt in 8807 Freienbach, Luziaweg 12, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt March in 8853 Lachen zur Einsicht auf.

Klagen betreffend Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert zehn Tagen seit Bekanntgabe der Auflegung im Schweizerischen Handelsamtsblatt durch Klageschrift beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksamtes March, in 8853 Lachen, anzuheben.

Noch nicht rechtskräftige Forderungen aus öffentlichem Recht, zu deren Beurteilung im Bestreitungsfall besondere Instanzen zuständig sind, können jedoch nur nach den zutreffenden besonderen Verfahrensvorschriften angefochten werden.

Soweit keine Anfechtung binnen der zehntägigen Frist seit der öffentlichen Bekanntmachung erfolgt, wird der Plan rechtskräftig.

Abtretungsbegehren im Sinne von Art. 260 SchKG sind innert gleicher Frist beim Konkursamt schriftlich einzureichen, ansonst Verzicht angenommen wird.

8853 Lachen, den 27. Februar 1981

Konkursamt March

Kt. Zug (752)

Kollokationsplan und Inventar

In der konkursamtlichen Nachlassliquidation über die Verlassenschaft des **Hengeler Norbert**, geboren 20. November 1923, von Unterägeri, Vertreter, Artherstrasse 26, 6300 Zug, gestorben 30. November 1980, liegen den beteiligten beim unterzeichneten Konkursamt der Kollokationsplan und das Inventar zur Einsicht auf.

Der Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht innert 10 Tagen seit dieser Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 4. März 1981 durch Klage im Doppel beim Kantonsgericht Zug angefochten wird.

Innert der gleichen Frist sind Begehren um Abtretung von Rechtsansprüchen der Masse im Sinne von Art. 260 SchKG (bezt. Eigentumsansprüchen) beim Konkursamt Zug schriftlich einzureichen, ansonst dieses Recht verwirkt.

6300 Zug, den 2. März 1981

Konkursamt Zug:
 A. Rosenberg

Kt. Solothurn (784)

Kollokationsplan und Inventar

Im Konkurs (sümmarisches Verfahren) über **Hagmann Stefan**, 1943, Schachenstrasse 216, Deitingen, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim unterzeichneten Konkursamt zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert 10 Tagen von der Bekanntmachung an gerechnet gerichtlich anhängig zu machen. Andernfalls wird er als anerkannt betrachtet.

Innert der gleichen Frist sind allfällige Beschwerden auf Anfechtung des Inventars bei der kantonalen Aufsichtsbehörde (Schuldbetriebs- und Konkurskammer des Obergerichtes) einzureichen.

4500 Solothurn, den 4. März 1981

Konkursamt Kriegstetten

Kt. Basel-Landschaft (754)

Kollokationsplan und Inventar

Im Konkurs über **Casanova-Bigler Orlando**, geb. 1934, Bauge-schäft, Oberer Rebmattweg 1, in Niederdorf, liegen der Kollokationsplan und das Inventar mit den Kompetenzausscheidungen und Drittsprachen den beteiligten Gläubigern vom 6. bis 16. März 1981 beim obgenannten Konkursamt zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert der Auf-lagefrist beim Bezirksgericht Waldenburg anhängig zu machen, andernfalls der Plan als anerkannt betrachtet wird.

Innert der gleichen Frist sind eventuelle Beschwerden auf Anfechtung des Inventars bei der Aufsichtsbehörde über Schuldbetreibung und Konkurs in Liestal einzureichen.

4437 Waldenburg, den 25. Februar 1981

Konkursamt Waldenburg

Ct. Ticino (751)

Si rende noto che presso lo scrivente ufficio, dove i creditori potranno prenderne conoscenza, è depositata a contare dal 2 marzo 1981 la graduatoria nell'eredità giacente fu **Osehwald Max**, già in Bellinzona.

Le azioni di contestazione della graduatoria dovranno essere introdotte davanti l'autorità giudiziaria, entro dieci giorni dal deposito. In caso contrario essa si considererà come riconosciuta.

6500 Bellinzona, il 25 febbraio 1981

Ufficio esecuzione e fallimenti
 Per l'ufficio: W. Paioni, uff.

Kt. Zürich (765)

Über die **Baga Betriebsgesellschaft für das Gastgewerbe AG**, Seebahnstrasse 31, 8003 Zürich, ist am 19. Februar 1981 der Konkurs eröffnet worden. Mit Verfügung des Konkursrichters vom 26. Februar 1981 ist das Verfahren mangels Aktiven eingestellt worden.

Es gilt als geschlossen, sofern nicht ein Gläubiger innert 10 Tagen, von der öffentlichen Bekanntmachung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 4. März 1981 an gerechnet, die Durchführung des Verfahrens verlangt, die daraus entstehenden Kosten übernimmt und daran einen vorläufigen Barvorschuss von Fr. 2000.- leistet.

8036 Zürich, den 27. Februar 1981

Konkursamt Wiedikon-Zürich:
 J. Krummenacher, Notar-Stellvertreter

Ct. de Vaud (753)
 Failli: **Bourqui Georges**, menuisier-charpentier, rue du Valentin 30, à Lausanne. Atelier: route de Marly 5a, Fribourg.
 Propriétaire d'un terrain à Granges-Vevy.
 L'état de collocation est déposé à l'office.
 Délai pour intenter action en opposition au 14 mars 1981, sinon l'état de collocation sera considéré comme accepté.
 L'inventaire est aussi déposé (biens insaisissables - art. 32 OOF).
 La cession des droits de la masse peut être demandée dans le même délai (revendications de propriété - art. 49 et 80 OOF).
 1001 Lausanne, le 4 mars 1981 Office des faillites de Lausanne: M. Tavel, préposé

Ct. de Vaud (768)
 Failli: **Garage 77 S.A.**, 1261 Coinsins VD (locaux: rue Sautter 15, Genève).
 Date du dépôt: 4 mars 1981.
 Délai pour intenter action en opposition: 14 mars 1981, sinon l'état de collocation sera considéré comme accepté.
 L'inventaire est aussi déposé (art. 32 OOF).
 La cession des droits de la masse doit être demandée dans le même délai (art. 49 et 80 OOF).
 1260 Nyon, le 4 mars 1981 Office des faillites de Nyon: J. Froidevaux, préposé

Ct. de Genève (779)
Modifications d'état de collocation et des revendications
 Sont déposés à nouveau dès ce jour:
 1. l'état de collocation,
 2. l'état des revendications.
 Il est imparté aux créanciers un délai de dix jours dès la date du dépôt pour:
 1. intenter action contre la (les) nouvelle(s) collocation(s).
 2. demander la cession contre la (les) nouvelle(s) revendication(s), sinon chaque modification sera acceptée.

Failli: **Brezhon Trading SA**, commerce international de tous produits manufacturés ou non et participation à toutes entreprises financières, industrielles ou commerciales, ayant son siège, avenue de Sécheron 12, à Genève, anciennement chemin du Terroux 21, au Grand-Saconnex GE. (Réf. no 1)
 1200 Genève, le 4 mars 1981 Office des faillites Le préposé: P. Mermoud

Schluss des Konkursverfahrens (SchKG 268)

Clôture de la faillite (LP 268)

Chiusura del fallimento (LEF 268)

Kt. Zürich (755)
 Das Konkursverfahren über **Cadisch Johann**, geb. 22. Dezember 1935, von Präz GR, Werbekaufmann, Tüfenwies 7, 8064 Zürich, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 23. Februar 1981 als geschlossen erklärt worden.
 8048 Zürich, den 26. Februar 1981 Konkursamt Altstetten-Zürich

Kt. Zürich (785)
 Das Konkursverfahren über die **E. E. Polentarutti AG**, Bauunternehmung, Oberes Hohmoos, Dübendorf, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Uster vom 5. Februar 1981 als geschlossen erklärt worden.
 8600 Dübendorf, den 2. März 1981 Konkursamt Dübendorf

Ct. Ticino (770)
 La liquidazione del fallimento **Panoramica Sonveo SA**, Lugano è dichiarata chiusa con decreto di data 9 febbraio 1981 della pretura di Lugano-Distretto, Lugano.
 6900 Lugano, il 27 febbraio 1981 Ufficio esecuzione e fallimenti 1° circondario, Lugano Per l'ufficio: R. Delorenzi, uff.

Ct. de Genève (781)
 La liquidation des faillites ci-dessous a été clôturée par jugement du Tribunal de première instance rendu le 2 mars 1981:
 Faillies:
I.B.C. SA, réalisation et équipement d'intérieur, de bureau et de collectivités, diffusion de tout équipement pour intérieur, bureau et collectivités, ainsi que conseil et assistance dans le domaine du choix de l'implantation d'équipements similaires; traitement de toutes questions d'architecture et d'organisation administrative ayant son siège rue du Belvédère 5, à Genève.
Hermetat René, 17 juin 1926 GE, primeur, domicilié route de Lausanne 323, à Bellevue GE, exploitant précédemment une épicerie et commerce de primeur sise rue Sautter 29, à Genève.
 Le failli a été déclaré excusable.

Ludascher Thérèse Martine née Dutruel, 17 septembre 1950 SO, commerçante, domiciliée rue de la Filature 13, à Carouge GE, exploitant une entreprise générale de nettoyage; décoration d'intérieurs à l'enseigne «Ludatex», ainsi qu'un magasin d'objets d'arts des Philippines sis avenue Cardinal Mermillod 20, à Carouge GE.
 La faillie a été déclarée excusable.

Rusca Pascal, 16 mai 1932 TI, technicien, domicilié chemin de la Milice 1, à Plan-les-Ouates GE, exploitant précédemment un bureau d'études pour la construction et entreprise générale du bâtiment sis chemin de la Milice 1, à Plan-les-Ouates GE.
 Le failli a été déclaré excusable.

Pignat René, 21 novembre 1942 VS, plâtrier-peintre, domicilié précédemment chemin de Merdisel 7, à Satigny GE, actuellement chemin des Mouilles 8, à Onex GE, exploitant une entreprise de gypserie-peinture sise chemin de Merdisel 7, à Satigny GE.
 Le failli a été déclaré excusable.

1200 Genève, le 4 mars 1981 Office des faillites Le préposé: P. Mermoud

Nachlassverträge - Concordats - Concordati

Nachlass-Stundung und Aufruf zur Forderungseingabe

Sursis concordataire et appel aux créanciers (SchKG 295, 296, 300) - (LP 295, 296, 300)

Den nachstehend genannten Schuldern ist eine Nachlass-Stundung bewilligt worden.
 Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen innert der Eingabefrist beim Sachwalter einzugeben, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmrechtlich wären.
 Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Kt. Bern (771)
 Schuldner: **Wyler-von Siebenthal Paul**, Wirt und Zimmermeister, Schweibenalp, 3855 Brienz.
 Datum der Bewilligung: 24. Februar 1981.
 Dauer der Stundung: 4 Monate.
 Sachwalter: Peter Hirni, Notar, Marktgasse 30, 3800 Interlaken.
 Eingabefrist: 20 Tage seit Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt.
 Gläubigerversammlung: Mittwoch, 10. Juni 1981, 15 Uhr, im Restaurant Bären, Marktgasse, Interlaken.
 Aktenaufgabe: 10 Tage vor der Gläubigerversammlung im Büro des Sachwalters.
 Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen, Wert 24. Februar 1981, unter Bezeichnung allfälliger Pfand- und Vorzugsrechte, beim Sachwalter schriftlich anzumelden; im Unterlassungsfalle sind sie bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmrechtlich.
 3800 Interlaken, den 27. Februar 1981 Der Sachwalter: Peter Hirni, Notar

Ct. de Berne (757)
 Débiteur: **Aeschlimann Maurice**, chemin du Pâturage 12, 2500 Bienne, titulaire de la raison individuelle Fabrique de Montres Lion, Camille Barré, Maurice Aeschlimann succ., route de Madretsch 108, 2500 Bienne.
 Date de l'octroi du sursis: 13 février 1981.
 Durée du sursis: 4 mois soit jusqu'au 13 juin 1981.
 Commissaire au sursis: J. Hirsbrunner, Fiduciaire Verex SA, rue Dufour 51, 2502 Bienne.
 Délai pour les productions: 20 jours dès la publication dans la Feuille officielle suisse du commerce.
 Assemblée des créanciers et consultation des pièces: seront déterminées à une date ultérieure.
 Le débiteur propose à ses créanciers soit un concordat dividend-délai, soit un concordat par abandon d'actif.

Les créanciers doivent adresser leur production valeur 13 février 1981 avec mention éventuelle d'un droit de gage (désignation des gages et indication du lieu où ils se trouvent) ou d'un droit préférentiel de collocation, à l'adresse du commissaire au sursis précité, accompagnée des pièces justificatives, dans le délai fixé ci-devant, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.
 2502 Bienne, le 4 mars 1981 Le commissaire au sursis: J. Hirsbrunner

Ct. de Berne (756)
 Débitrice: **Schwab & Cie**, Montres Ondina, rue Hugi 5, 2500 Bienne.
 Date de l'octroi du sursis: 13 février 1981.
 Durée du sursis: 4 mois soit jusqu'au 13 juin 1981.
 Commissaire au sursis: J. Hirsbrunner, Fiduciaire Verex SA, rue Dufour 51, 2502 Bienne.
 Délai pour les productions: 20 jours dès la publication dans la Feuille officielle suisse du commerce.
 Assemblée des créanciers et consultation des pièces: seront déterminées à une date ultérieure.
 La débitrice propose à ses créanciers un concordat par abandon d'actif.
 Les créanciers doivent adresser leur production valeur 13 février 1981 avec mention éventuelle d'un droit de gage (désignation des gages et indication du lieu où ils se trouvent) ou d'un droit préférentiel de collocation, à l'adresse du commissaire au sursis précité, accompagnée des pièces justificatives, dans le délai fixé ci-devant, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.
 2502 Bienne, le 4 mars 1981 Le commissaire au sursis: J. Hirsbrunner

Ct. de Neuchâtel (787)
 Débitrice: **Société des Garde-Temps Neuchâtel S.A.**, société anonyme avec siège à Neuchâtel.
 Par ordonnance du 26 février 1981, le Tribunal cantonal de la République et Canton de Neuchâtel a accordé à la débitrice un sursis concordataire de 4 mois, soit jusqu'au 27 juin 1981.
 Commissaire au sursis: Me Blaise de Montmollin, avocat, ruelle W.-Mayor 2, 2001 Neuchâtel.
 Délai de production: 25 mars 1981.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances dans le délai ci-dessus sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.
 L'assemblée des créanciers est convoquée pour le jeudi 7 mai 1981, à 10 h., à la Rotonde, Faubourg du Lac 14, à Neuchâtel.
 Consultation des documents: dix jours avant l'assemblée des créanciers à l'étude du commissaire.
 2001 Neuchâtel, le 2 mars 1981 Le commissaire au sursis: Blaise de Montmollin

Ct. de Neuchâtel (786)
 Débitrice: **Holding Hoteel La Chaux-de-Fonds S.A.**, société anonyme avec siège à La Chaux-de-Fonds.
 Par ordonnance du 26 février 1981, le Tribunal cantonal de la République et Canton de Neuchâtel a accordé à la débitrice un sursis concordataire de 4 mois, soit jusqu'au 27 juin 1981.
 Commissaire au sursis: Me Blaise de Montmollin, avocat, ruelle W.-Mayor 2, 2001 Neuchâtel.
 Délai de production: 25 mars 1981.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances dans le délai ci-dessus sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.
 L'assemblée des créanciers est convoquée pour le jeudi 7 mai 1981, à 15 h. 30, à la Rotonde, Faubourg du Lac 14, à Neuchâtel.
 Consultation des documents: dix jours avant l'assemblée des créanciers à l'étude du commissaire.
 Les porteurs d'obligations de l'emprunt 1973 au capital réduit à fr. 12 155 000.- sont également invités à produire leur créance, soit directement, soit, de préférence par l'intermédiaire d'une banque de dépôt.
 2001 Neuchâtel, le 2 mars 1981 Le commissaire au sursis: Blaise de Montmollin

Verlängerung der Nachlass-Stundung (SchKG 295, Abs. 4)

Kt. Graubünden (758)
 Der Kreisgerichtsausschuss Schanfigg hat mit Beschluss vom 20. Februar 1981 die der Einzelfirma **Brandt Carl**, Fotoatelier und Handel mit fotografischen Artikeln, 7050 Arosa, am 14. Oktober 1980 bewilligte Nachlass-Stundung gemäss Art. 293 bzw. 316 ff. SchKG um zwei Monate, d. h. bis am 14. April 1981 verlängert.
 7002 Chur, den 4. März 1981 Die gerichtlich bestellte Sachwalterin: Fiduciar Treuhand AG Alexanderstrasse 16, Chur

Prorogation du sursis concordataire

(LP 295, al. 4)

Proroga della moratoria

(LEF 295, 4° capoverso)

Ct. de Fribourg

(792)

Par jugement du 10 février 1981, le président du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine, a prolongé de deux mois, avec effet dès le 24 mars 1981, le sursis concordataire accordé le 24 novembre 1980 à la société **Batima Holding SA**, dont le siège se trouve au bâtiment de la Grenette, à Fribourg. Il a également confirmé dans leur fonction de commissaires au sursis, Me Alain Winkelmann, Me Roger Canonica et M. Pierre-Félicité Yvanes.

L'assemblée des créanciers, prévue le mardi 10 mars 1981, à 9 h., à l'Eurotel à Fribourg, est annulée. Une publication ultérieure suivra.

1700 Fribourg, le 27 février 1981

Les commissaires au sursis:
Roger Canonica
Alain Winkelmann
Pierre-Félicité Yvanes

Ct. Ticino

(772)

Il pretore di Locarno-Città comunica che, con decreto 26 febbraio 1981, ha prorogato di due mesi la moratoria concordataria concessa con decreto 7 novembre 1980 a **Cassina Bruno**, farmacista, Orselina.

L'adunanza dei creditori già prevista per il 20 febbraio 1981, è fissata al 21 aprile 1981, alle ore 14.30, presso lo studio del commissario lic. oec. Sartori Milton, via Varenna 2, Locarno.

6600 Locarno, il 26 febbraio 1981

Il pretore:
avv. E. Borioli

Verhandlung über die Bestätigung des Nachlassvertrages**Délibération sur l'homologation de concordat**

(SchKG 304, 317) - (LP 304, 317)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen. Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Kt. Bern

(773)

Schuldnerin: **Enicar AG**, Uhrenfabrik, 2543 Lengnau BE.

Datum der Verhandlung: Donnerstag, den 26. März 1981, 14 Uhr, vor dem Nachlassrichter im Schloss Büren, Büren an der Aare (Aaregebäude, 1. Stock).

Einwendungen gegen die Bestätigung des Vertrages können von den Gläubigern schriftlich bis zum 25. März 1981 oder mündlich während der Verhandlung angebracht werden.

3294 Büren an der Aare, den 27. Februar 1981

Der Nachlassrichter:
Jäggi

Kt. St. Gallen

(774)

Am 20. März 1981 findet vor dem Bezirksgericht Unterrheintal, im Gemeindehaus in Widnau, um 14 Uhr, die Hauptverhandlung in Sachen **PSA Plastik-Spritzwerk Aktiengesellschaft**, Staad, betreffend Genehmigung des Nachlassvertrages mit Vermögensabtretung statt.

Die Gläubiger der Nachlassvertragsinhaberin können ihre Einwendungen gegen einen allfälligen Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen.

9450 Altstätten, den 27. Februar 1981

Bezirksgerichtskanzlei Unterrheintal

Ct. de Vaud

(760)

A vous tous tiers intéressés.

D'office vous êtes cités à comparaître à mon audience du jeudi 12 mars 1981, à 10 h. 30, au Palais de justice de Montbenon, à Lausanne, parterre, aile est, pour voir statuer sur l'homologation du concordat dividende présenté à ses créanciers par **Bise Raymond**, chemin du Grey 4, à Lausanne.

Les créanciers qui entendent s'opposer à l'homologation doivent se présenter à l'audience ou se déterminer par écrit.

1003 Lausanne, le 24 février 1981

Le président du Tribunal du district de Lausanne:
Claude Frossard

Kt. Wallis

(759)

Die Beratungen über die Genehmigung oder Verwerfung des von **Gex-Collet Josef**, des Leon, vertreten durch Gex-Collet Marzel, Holzi, Glis, vorgeschlagenen Nachlassvertrages mit Vermögensabtretung sind festgesetzt auf Dienstag, den 28. April 1981, um 11.30 Uhr, im Gerichtssaal in Brig, Stockalperschloss.

Diejenigen Gläubiger, die gegen die Bestätigung des Nachlassvertrages irgendwelche Einwendungen vorzubringen haben, können diese in der Verhandlung selbst noch anbringen (Art. 304 Abs. 3 SchKG).

3900 Brig, den 26. Februar 1981

Der Richter II:
R. Schwery

Kollokationsplan im Nachlassverfahren mit Vermögensabtretung

(SchKG 250, 316g)

Etat de collocation dans concordat par abandon d'actif

(LP 250, 316g)

Kt. St. Gallen

(788)

Kollokationsplan und Lastenverzeichnis

Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung: **U. Fankhauser & Co.**, Gewächskulturen, 9445 Rebstein SG.

Auflage- und Anfechtungsfrist: 5. bis 15. März 1981.

9450 Altstätten, den 28. Februar 1981

Der Liquidator:
Hans Eisenhut, c/o Buchhaltungs- und Treuhänder AG, 9450 Altstätten

Ct. de Vaud

(775)

L'état de collocation des créanciers du concordat par abandon d'actif de **Guerlor Roy Haute Confection SA**, en liquidation, ayant son siège rue Caroline 9, à Lausanne, peut être consulté au siège de la liquidation chez M. Fernand Pfeifferli, rue Beau Séjour 28, à Lausanne.

Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les 10 jours à dater de cette publication, sinon cet état de collocation est considéré comme accepté.

L'inventaire concernant l'état des revendications est également déposé.

Les demandes de cessions doivent être déposées dans le même délai de 10 jours.

1003 Lausanne, le 4 mars 1981

Le liquidateur

Procédure de concordat pour les banques et les caisses d'épargne**Procedura di concordato per banche e casse di risparmio****Ct. Ticino**

(729)

Débitrice: **Weisscredit, Banca commerciale d'investimenti in liquidazione concordataria**, Lugano

Ai sensi del Regolamento del Tribunale federale concernente la procedura di concordato per le banche e le casse di risparmio e della LEF, verranno depositati presso la succursale di Chiasso della Weisscredit, Banca commerciale d'investimenti in liquidazione concordataria a partire dalla data di apparizione della presente pubblicazione e per la durata di 20 giorni la relazione annua e lo stato patrimoniale al 31 dicembre 1980.

I creditori ne potranno prendere visione ogni giorno ferialo, sabato escluso, dalle ore 9.30 alle 12.

6830 Chiasso, il 28 febbraio 1981

1 liquidatori

Ct. de Genève

(761)

Débitrice: **Banque Exel S.A.** en liquidation concordataire, Genève.

Conformément à l'art. 43 de l'ordonnance du Tribunal fédéral du 11 avril 1935 concernant la procédure de concordat pour les banques et les caisses d'épargne, la liquidatrice a dressé un état du patrimoine au 31 décembre 1980 et un rapport sur son activité à cette même date. Elle les a transmis à la commission des créanciers pour être communiqués à l'autorité de concordat.

Les créanciers pourront en prendre connaissance chez Deloitte Haskins & Sells S.A., avenue Pictet-de-Rochemont 7, 1207 Genève, sur rendez-vous.

Prière de téléphoner le matin, 022 35 72 17, interne 25.

1207 Genève, le 4 mars 1981

La liquidatrice:
Deloitte Haskins & Sells S.A.

Ct. de Genève

(776)

Débitrice: **Banque de Crédit International en liquidation concordataire**, Genève.

Conformément à l'art. 43 de l'ordonnance du Tribunal fédéral du 11 avril 1935 concernant la procédure de concordat pour les banques et les caisses d'épargne, les liquidateurs ont dressé un état du patrimoine au 31 décembre 1980 et un rapport sur leurs activités à cette même date. Ils les ont transmis à la commission des créanciers pour être communiqués à l'autorité de concordat.

Les créanciers pourront en prendre connaissance au siège principal de la banque, rue du Jeu-de-l'Arc 15, 1207 Genève.

1207 Genève, le 4 mars 1981

Les liquidateurs:
Deloitte Haskins & Sells S.A.
Claude Moreillon
Charles Wintsch

Ct. de Genève

(777)

Conformément à l'art. 43 de l'ordonnance du Tribunal fédéral sur la procédure de concordat pour les banques et les caisses d'épargne, les liquidateurs de la **Banque de Financement S.A. «Finabank» en liquidation concordataire**, Genève, informent Messieurs les créanciers que leur rapport d'activité annuel et les comptes de la banque au 31 décembre 1980 sont déposés au siège de la banque, rue de la Bourse 2, 5e étage, Genève, où ils peuvent être consultés du lundi au vendredi, de 10 à 12 et de 14 à 16 h.

1211 Genève, le 4 mars 1981

Roger Canonica Henri Magnenet
Pour Fides Société Fiduciaire:
Frédéric Hasler

Verschiedenes - Divers - Varia**Kt. Zürich**

(763)

Rechenschaftsbericht

In dem von **Gübeli Rudolf**, Oberfeldstrasse 10, 8302 Kloten, mit seinen Gläubigern abgeschlossenen Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung liegt den Beteiligten der Rechenschaftsbericht des Liquidators über den Zeitraum vom 6. September 1978 bis 31. Dezember 1980 auf dem Büro des unterzeichneten Liquidators, Rennweg 10, 8001 Zürich, vom Mittwoch, den 4. März 1981, bis Freitag, den 13. März 1981, zur Einsicht auf. Voranmeldung erwünscht unter Tel. 221 33 54.

8001 Zürich, den 26. Februar 1981

Der Liquidator:
Dr. iur. Peter von Wyss

Kt. Zürich

(762)

Rechenschaftsbericht

In dem von der **Intercontex AG**, 8302 Kloten, Handel mit Waren aller Art, insbesondere Import und Export von Textilwaren usw., mit ihren Gläubigern abgeschlossenen Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung liegt den Beteiligten der Rechenschaftsbericht des Liquidators über den Zeitraum vom 6. September 1978 bis 31. Dezember 1980 auf dem Büro des unterzeichneten Liquidators, Rennweg 10, 8001 Zürich, vom Mittwoch, den 4. März 1981, bis Freitag, den 13. März 1981, zur Einsicht auf. Voranmeldung erwünscht unter Tel. 221 33 54.

8001 Zürich, den 26. Februar 1981

Der Liquidator:
Dr. iur. Peter von Wyss

Kt. Zürich

(764)

Rechenschaftsbericht

In dem von der **Christen Immobilien AG**, Zürich 8, Handel mit Liegenschaften und Hypotheken usw., mit ihren Gläubigern abgeschlossenen Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung, liegt den Beteiligten der 8. Rechenschaftsbericht der Liquidatoren über den Zeitraum vom 1. Januar 1980 bis 31. Dezember 1980 auf dem Büro des Liquidators **Max Allfolter**, c/o UTO Treuhand- und Verwaltungs AG, Promenadengasse 18, 8001 Zürich, vom Mittwoch, den 4. März 1981, bis Freitag, den 13. März 1981 zur Einsicht auf. Voranmeldung erwünscht unter Tel. 251 77 50.

8001 Zürich, den 4. März 1981

Die Liquidatoren:
Dr. iur. Peter von Wyss
Erwin Morger
Max Allfolter

Kt. Bern

Rechenschaftsbericht

Im Nachlassverfahren mit Vermögensabtretung der Firma **Gruen Watch MFG Co. AG**, in Nachlassliquidation, Dufourstrasse 51, 2500 Biel, liegt der gemäss Art. 316r SchKG zu erstattende Bericht samt Status den beteiligten Gläubigern vom 7. bis 17. März 1981 beim Liquidator zur Einsicht auf.

2500 Biel, den 1. März 1981

Der Liquidator:
J. Hirsbrunner, c/o Verex-Treuhand AG
Dufourstrasse 51, 2500 Biel

(791) **Handelsregister**
Registre du commerce
Registro di commercio

Das Handelsregisteramt des Kantons Zürich bleibt am Montag, den 9. März 1981 den ganzen Tag geschlossen.

Zürich - Zurich - Zurigo

Nachtrag

Kellersberger AG, in Wädenswil, Hoch- und Tiefbau (SHAB Nr. 41 vom 20. 2. 1981, S. 549). Es ist nachzutragen, dass Rosmarie Kellersberger-Blattmann, Vizepräsidentin des Verwaltungsrates, in Wädenswil wohnt.

20. Februar 1981
Alrema AG, in Zürich I, Löwenstrasse 19, Aktiengesellschaft (Neueintragung). Statutendatum: 16. 2. 1981. Zweck: Produktion von, Handel mit und Verbreitung von programmierten Sprachkursen aus der ganzen Welt. Grundkapital: Fr. 50 000, voll liberiert; 500 Inhaberaktien zu Fr. 100. Publikationsorgan: SHAB. Mitteilungen an die Aktionäre: im SHAB oder brieflich. VR (Verwaltungsrat): 1 bis 5 Mitglieder. Einziges Mitglied des VR: Dr. Arthur Baumann, von Zürich, in Zollikon, mit Einzelunterschrift.

20. Februar 1981

Winterthurs Schweizerische Versicherungs-Gesellschaft, in Winterthur I, Aktiengesellschaft (SHAB Nr. 220 vom 19. 9. 1980, S. 3089). Die Unterschrift von Prof. Dr. Emil Wilhelm Stark sowie die Prokuren von Pierre Barbier und Karl Staub sind erloschen. Dr. Hans-Rudolf Stucki ist nicht mehr Sekretär des VR (Verwaltungsrates); er führt jedoch weiter Einzelunterschrift, nun aber für das Gesamtunternehmen. Neuer Sekretär des VR (diesem nicht angehörend): Mario Cassani; er führt weiter Einzelunterschrift, beschränkt auf den Geschäftskreis des Hauptsitzes. Neu haben Kollektivprokura zu zweien, beschränkt auf den Geschäftskreis des Hauptsitzes: Alain Amerio, von Massongex, in Winterthur; Heinz Ackermann, von Mels, in Wallisellen; Arthur Bär, von Zürich, in Bassersdorf; Dr. Walter Baur, von und in Zürich; Martin Gsell, von Roggwil, in Islikon; Dr. Werner Klausner, von Zürich, in Wallisellen; Roland Mongin, von Zürich, in Winterthur; Walter Ruckstuhl, von Winterthur, in Rickenbach bei Winterthur; Dr. Heiner Schärer, von Neunkirch, in Winterthur; Richard Scherrer, von Mosnang, in Kirchberg SG; Jürg Siebenmann, von und in Aarau; Rudolf Spielmann, von Niedererlisbach, in Greifensee; Hans Steffen, von Trub, in Pfäffikon ZH, und Dr. Ursula Vogt, von Neuhausen am Rheinfall, in Wil SG.

20. Februar 1981

Winterthurs Schweizerische Versicherungs-Gesellschaft, Zweigniederlassung Winterthur, in Winterthur I (SHAB Nr. 220 vom 19. 9. 1980, S. 3089), mit Hauptsitz in Winterthur I. Unterschrift von Prof. Dr. Emil Stark erloschen. Neu führt Einzelunterschrift: Dr. Hans-Rudolf Stucki, von Dürnten, in Zell ZH.

20. Februar 1981

Winterthurs Schweizerische Versicherungs-Gesellschaft, Zweigniederlassung Zürich, in Zürich I (SHAB Nr. 249 vom 24. 10. 1979, S. 3364), mit Hauptsitz in Winterthur I. Die Unterschrift von Prof. Dr. Emil Stark ist erloschen. Neu führt Einzelunterschrift: Dr. Hans-Rudolf Stucki, von Dürnten, in Zell ZH. Neu hat Kollektivprokura zu zweien: Markus Frei, von Diepoldsau, in Zürich.

20. Februar 1981

Winterthurs Lebensversicherungs-Gesellschaft, in Winterthur I, Aktiengesellschaft (SHAB Nr. 220 vom 19. 9. 1980, S. 3089). Die Unterschrift von Dr. Hans-Rudolf Stucki sowie die Prokura von Edmond Güdel sind erloschen. Neuer Sekretär des Verwaltungsrates (diesem jedoch nicht angehörend): Mario Cassani; er führt weiter Einzelunterschrift. Neu führt weiter Einzelunterschrift: Dr. Felix Bernet, von und in Zollikon. Neu haben Kollektivprokura zu zweien: Heinz Ackermann, von Mels, in Wallisellen; Peter Schellenberg, von Schlatt bei Winterthur, in Seuzach; Richard Scherrer, von Mosnang, in Kirchberg SG; Werner Sigg, von Dürnten, in Kleinandelfingen, und Hans Steffen, von Trub, in Pfäffikon ZH.

20. Februar 1981

Arnkron Holding AG, in Zürich 2, Beteiligung an anderen Unternehmen, insbesondere solchen des Verlagswesens (SHAB Nr. 133 vom 10. 6. 1980, S. 1965). Die Statuten wurden am 4. 2. 1981 geändert. Die Firma lautet neu: **Scherpet Holding AG Zürich**.

20. Februar 1981

Ingenieurbüro Karl Bösch AG, in Unterengstringen (SHAB Nr. 256 vom 31. 10. 1980, S. 3557). Die Statuten wurden am 14. 1. 1981 geändert. Neuer Wortlaut der Firma: **Ingenieurbüro Bösch AG**. Das voll liberierte Grundkapital von Fr. 1 000 000 erfüllt nun in 10 000 Namenaktien zu Fr. 100. Die Statutenbestimmung betreffend Begünstigung eines Mitgründers in einem bestimmten Falle von Aktienveräusserungen wurde aufgehoben. Neues Mitglied des VR (Verwaltungsrates) ist Willy Scheef; er führt weiterhin Einzelunterschrift für das Gesamtunternehmen. Karl Bösch, bisher einziges Mitglied des VR, ist nun Präsident desselben; er führt ebenfalls weiter Einzelunterschrift für das Gesamtunternehmen.

20. Februar 1981

Imperial Tobacco Trading SA, in Zürich I, Tabak- und Raucherwaren, kosmetische Erzeugnisse usw. (SHAB Nr. 178 vom 1. 8. 1980, S. 2581). Dr. Jean-Pierre Lichti ist aus dem VR (Verwaltungsrat) ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Dr. Silvio de Capitani, Mitglied des VR, ist nun Präsident desselben; er führt weiter Kollektivunterschrift zu zweien. Neue Mitglieder des VR mit Kollektivunterschrift zu zweien: Bryan D. Freeman, britischer Staatsangehöriger, in Bristol (GB), Vizepräsident und Delegierter, und Dr. Denis C. Maday, von Neuenburg, in Küsnacht ZH; Sekretär. Neue Adresse der Gesellschaft: Limmatquai 3, Zürich I, c/o Dr. S. de Capitani.

20. Februar 1981

Allgemeine Bank Nederland (Schweiz), in Zürich I, Aktiengesellschaft (SHAB Nr. 292 vom 12. 12. 1980, S. 4041). Die Unterschrift von Roland Limacher ist erloschen. Rolf Beat Ramseyer führt weiterhin Kollektivunterschrift zu zweien, nun jedoch für das Gesamtunternehmen. Neu hat Kollektivprokura zu zweien, beschränkt auf den Geschäftskreis des Hauptsitzes: Maximilian Brand, von Bürglen, in Frauenfeld.

20. Februar 1981

Allgemeine Bank Nederland (Schweiz), Zweigniederlassung Schiffhalden, in Zürich I (SHAB Nr. 130 vom 6. 6. 1980, S. 1925). Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Zürich I. Die Prokura von Heinz Hubmann ist erloschen. Neu führt Kollektivunterschrift zu zweien: Rolf Beat Ramseyer, von Heimiswil, in Dübendorf.

20. Februar 1981

Zweifel AG, in Wetzikon (SHAB Nr. 68 vom 21. 3. 1980, S. 929). Statuten am 2. 2. 1981 geändert. Neue Umschreibung des Zwecks: Betrieb einer Fabrik für Maschinen- und Werkzeugbau. Die auf 205 Namenaktien bestehenden Vorrechte sind aufgehoben worden. Der VR (Verwaltungsrat) besteht nun aus 3 bis 5 Mitgliedern. Neues Mitglied und Delegierter des VR mit Einzelunterschrift: Samuel Kurzen; seine Prokura ist erloschen.

20. Februar 1981

Nerotex AG, in Zürich 5, Beteiligung an Unternehmen (SHAB Nr. 107 vom 9. 5. 1979, S. 1501). Eugen Hollenstein ist infolge Todes aus dem VR (Verwaltungsrat) ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Emilio Dorizzi, Mitglied des VR, führt nicht mehr Einzelunterschrift, sondern nun Kollektivunterschrift zu zweien. Neues Mitglied des VR mit Kollektivunterschrift zu zweien: Rudolf Stockly, von Schötz, in Rümlang.

20. Februar 1981

Abraham AG, in Zürich 8, Textilwaren aller Art (SHAB Nr. 271 vom 19. 11. 1979, S. 3649). Die Unterschrift von Oskar Stöckli ist erloschen. Neuer Vizedirektor mit Kollektivunterschrift zu zweien: Hans Weiss; seine Prokura ist erloschen.

20. Februar 1981

Ideen AG, in Zürich I, Kunstgalerie (SHAB Nr. 175 vom 29. 7. 1980, S. 2533). Neu führt Einzelunterschrift: Elisabeth Kaufmann, von Rechterswil, in Zürich.

20. Februar 1981

Taco AG, in Opfikon, Textilwaren usw. (SHAB Nr. 31 vom 7. 2. 1979, S. 402). Die Prokura von Rudolf Landolt ist erloschen. Neu hat Kollektivprokura zu zweien: Ulrich Senn, von Buchs SG, in Illnau-Effretikon. Hans Rudolf Spengler, Direktor, wohnt nun in Neerach.

20. Februar 1981

Erni Familien-Heim AG, in Wangen-Brüttisellen (SHAB Nr. 240 vom 14. 10. 1970, S. 2320). Rudolf Erni ist aus dem VR (Verwaltungsrat) ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neues einziges Mitglied des VR mit Einzelunterschrift: Ernst Erni, von Richenthal, in Nürensdorf.

20. Februar 1981

Landun Sport AG, in Zürich 6, Sportartikel (SHAB Nr. 124 vom 30. 5. 1980, S. 1833). Dr. Erich Frey und Kax Keller sind aus dem VR (Verwaltungsrat) ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neue Mitglieder des VR mit Einzelunterschrift: Alois Gehrig, von Spiringen, in Zürich, und Markus Hagmann, von und in Zürich.

20. Februar 1981

Dr. Nussbaumer & Müller Treuhand AG, in Zürich 6 (SHAB Nr. 141 vom 20. 6. 1979, S. 1981). Neu hat Einzelprokura: Hans Ulrich Hügli, von Sumiswald, in Zürich.

20. Februar 1981

Transimex Holding AG, in Zürich 2, Übernahme von Beteiligungen (SHAB Nr. 58 vom 10. 3. 1978, S. 745). Franco Sala ist aus dem VR (Verwaltungsrat) ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neues Mitglied des VR mit Kollektivunterschrift zu zweien: Adelio Lardi, von Poschivao, in Meilen.

20. Februar 1981

W. Mahler AG, in Obfelden, Garagen (SHAB Nr. 218 vom 18. 9. 1979, S. 2981). Neu hat Kollektivprokura zu zweien: Hans Oberle, von Full-Reuenthal, in Mellingen.

20. Februar 1981

Preisig AG, in Zürich 11, sanitäre Installationen (SHAB Nr. 237 vom 10. 10. 1977, S. 3234). Neu haben Kollektivprokura zu zweien: Florian Bundi, von Winterthur, in Neftenbach; Jean-Pierre Hintermann, von und in Zürich, und Markus Kyburz, von Erlinsbach, in Winterthur.

20. Februar 1981

Justfadig Treuhand- und Verwaltungs AG, in Zürich I (SHAB Nr. 298 vom 20. 12. 1978, S. 3924). Statuten am 4. 2. 1981 geändert. Das Grundkapital von Fr. 50 000 ist nun voll liberiert. Die Aktien lauten nun auf den Inhaber, Dr. Hans-Jörg Frey, einziges Mitglied des Verwaltungsrates, wohnt nun in Luen.

20. Februar 1981

Bostik GmbH, in Zürich 3, chemische Produkte und Anwendungsgeräte für solche (SHAB Nr. 230 vom 2. 10. 1979, S. 3117). Jacques Dewulf ist nicht mehr Geschäftsführer; seine Unterschrift ist erloschen. Neuer Geschäftsführer mit Einzelunterschrift: Tage Magnusson, schwedischer Staatsangehöriger, in Lutry.

20. Februar 1981

Norach, Achermann + Noro, in Greifensee, Burstwiesenstrasse 41, Kollektivgesellschaft (Neueintragung). Gesellschaftsbeginn: 1. 12. 1980. Gesellschafter: Bernhard Achermann, von Ennetbürgen, in Greifensee; Hermann Achermann, von Ennetbürgen, in Niederglatt, und Claudio Noro, von Ebnat-Kappel, in Zürich 12. Baugeschäft.

20. Februar 1981

Ernst Wegmann, Pneuhaus, in Lindau, Chlotengasse 1, Tagelagerung, Einzelfirma (Neueintragung). Inhaber: Ernst Wegmann, von und in Lindau. Handel mit Pneu und einschlägigen Artikeln.

20. Februar 1981

Lan Mai, Frau Jordi, in Dällikon, Vortauenstrasse 17, Einzelirma (Neueintragung). Inhaberin mit Zustimmung ihres Ehemannes gemäss Art. 167 ZGB: Ngoc Van Jordi, von Gondiswil, in Dällikon. Import von und Handel mit Lebensmitteln aus Ostasien.

20. Februar 1981

W. Rapp, Wohnservice, in Zürich, Innenarchitektur (SHAB Nr. 267 vom 13. 11. 1980, S. 3722). Diese Firma ist infolge Übergangs des Geschäftes mit Aktiven und Passiven an die neue Kollektivgesellschaft «Rapp + Iatropoulos, Wohn-Service», in Zürich 2, erloschen.

20. Februar 1981

Rapp + Iatropoulos, Wohn-Service, in Zürich 2, Seestr. 341, Kollektivgesellschaft (Neueintragung). Gesellschaftsbeginn: 1. 1. 1981. Übernimmt Aktiven und Passiven der bisherigen Einzelirma «W. Rapp, Wohnservice», in Zürich 2. Gesellschafter: Werner Rapp, von Ermatingen und Kloten, in Zürich, und Nicos Iatropoulos, griechischer Staatsangehöriger, in Adliswil. Planung und Einrichtung von Innenräumen, sowie Handel mit Einrichtungs- und Dekorationsgegenständen aller Art.

20. Februar 1981

Discount Bank (Overseas) Limited, Zweigniederlassung in Zürich 2 (SHAB Nr. 235 vom 8. 10. 1979, S. 3177). Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Genf. Neu führen Kollektivunterschrift zu zweien: Henri Klein, französischer Staatsangehöriger, in Chêne-Bougeries, und Jean Walrand, belgischer Staatsangehöriger, in Genf, stellvertretende Generaldirektoren, sowie Leo Kudziella und Peter Lüthi, Vizedirektoren; die Prokuren der beiden Letzgenannten sind erloschen. Neu haben Kollektivprokura zu zweien: Christian Murmann, von Kappel, in Brig-Glis; Susanne Röhren, von Zuzikon, in Kilchberg ZH, und Willy Eggimann, von Rüderswil, in Rüti ZH.

Kt. Bern

Rechenschaftsbericht

Im Nachlassverfahren mit Vermögensabtretung der Firma **Siluma AG**, in Nachlassliquidation, Dufourstrasse 51, 2500 Biel, liegt der gemäss Art. 316r SchKG zu erstattende Bericht samt Status den beteiligten Gläubigern vom 7. bis 17. März 1981 beim Liquidator zur Einsicht auf.

2500 Biel, den 1. März 1981

Der Liquidator:
J. Hirsbrunner, c/o Verex-Treuhand AG
Dufourstrasse 51, 2500 Biel

Kt. Aargau

Rechenschaftsbericht

Im Nachlassverfahren mit Vermögensabtretung der **Park Immobilien AG**, in Baden, liegt den Beteiligten der fünfte Rechenschaftsbericht der Liquidatorin samt Honorar- und Auslagenrechnung für den Zeitraum vom 1. Januar bis 31. Dezember 1980 am Sitze der Liquidatorin in Zürich zur Einsicht auf.

8027 Zürich, den 2. März 1981

Die Liquidatorin:
Schweizerische Treuhandgesellschaft
General Guisan-Quai 38, 8027 Zürich
Tel. 01 202 42 50

Ct. de Vaud

(793) Par décision du 11 février 1981, le président du Tribunal du district de Nyon a:

I. ordonné l'ajournement de la déclaration de faillite de la société **Trans-Héli S.A.**, tous travaux d'épandage de produits pour l'agriculture, la viticulture, l'arboriculture, etc., à Nyon, jusqu'au 31 mars 1981;

II. suspendu toute poursuite qui pourrait être actuellement en cours contre ladite société;

III. désigné un curateur en la personne de M. Jean Froidevaux, préposé aux poursuites et faillites de l'arrondissement de Nyon, à Nyon.

1260 Nyon, le 27 février 1981

Le président du Tribunal du district de Nyon:
L. de Mestral

Ct. du Jura

Renonciation à un concordat

(778) Le président du Tribunal II du district de Porrentruy informe les intéressés que **Stalder Rank**, installateur en chauffage et sanitaire, à Bressaucourt, a renoncé au sursis de 4 mois accordé par décision du 10 juillet 1980 en vue d'un concordat par abandon d'actif.

2900 Porrentruy, le 27 février 1981

Le président du Tribunal II:
P. Theurillat

Büro Biel

20. Februar 1981
Henri Hauser A.G., in Biel, Fabrikation und Verkauf von Spezialmaschinen und optischen Instrumenten (SHAB Nr. 93 vom 22. 4. 1980, S. 1314). Laut öffentlicher Urkunde über die ausserordentliche Generalversammlung vom 18. Februar 1981 wurden die Statuten vom 21. August 1962 aufgehoben und durch neue ersetzt. Das unverändert bleibende Grundkapital von Fr. 1.000.000 besteht nun aus 10.000 voll liberierten Namenaktien zu Fr. 100. Weitere Statutenänderungen sind nicht publikationspflichtig.

Büro Thun

20. Februar 1981
MET Verwaltungsgesellschaft, in Biel, Erwerb, Verwaltung und Veräusserung von Beteiligungen an andern Unternehmen im In- und Ausland (SHAB Nr. 273 vom 21. 11. 1974, S. 3110). Die Gesellschaft gibt 1000 Genussscheine (Partizipationsscheine) zu Fr. 100 heraus, die Rechte geben auf Reingewinn und Liquidationsergebnis gemäss näherer Umschreibung in den Statuten. Laut öffentlicher Urkunde über die ordentliche Generalversammlung vom 18. Februar 1981 wurden die Statuten entsprechend revidiert. Dr. Christian Gasser, Präsident, und Elisabeth Gasser-Abegg, Mitglied des Verwaltungsrates, wohnen nun in Zürich.

Büro Wangen an der Aare

20. Februar 1981
Optisa AG, in Biel. Mit Statuten vom 18. Februar 1981 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Herstellung und den Handel mit Dünnschichtprodukten. Die Gesellschaft kann Liegenschaften oder Rechte an solchen erwerben oder veräussern und sich an andern Unternehmen beteiligen. Das voll einbezahlte Aktienkapital beträgt Fr. 300.000, eingeteilt in 300 Namenaktien zu Fr. 1000. Die Bekanntmachungen erfolgen im SHAB. Die Mitteilungen und Einladungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 oder mehreren Mitgliedern. André Olivier, von Neuenstadt, in Leubringen, ist einziger Verwaltungsrat mit Einzelunterschrift. Geschäftslokal: Gewerbehofstrasse 11.

Büro Büren an der Aare

20. Februar 1981
Fritz Rihs, in Pieterlen, Werkzeug- und Maschinenbau (SHAB Nr. 294 vom 15. 12. 1960, S. 3602). Die Firma wird infolge Übernahme der Aktien und Passiven durch die nachstehend eingetragene «Fritz Rihs AG (Fritz Rihs SA) (Fritz Rihs Ltd)», in Pieterlen, gelöst.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Fritz Rihs AG (Fritz Rihs SA) (Fritz Rihs Ltd), in Pieterlen. Laut öffentlicher Urkunde und Statuten vom 19. Februar 1981 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt den Handel mit, den Import, den Export und die Fabrikation von Maschinen und Maschinenteilen aller Art, insbesondere die Weiterführung der bisherigen Einzelfirma «Fritz Rihs», mit Sitz in Pieterlen. Das voll liberierte Grundkapital der Gesellschaft beträgt Fr. 50.000, eingeteilt in 50 Namenaktien zu Fr. 1000. Die Gesellschaft übernimmt Aktien und Passiven der bisherigen Einzelfirma «Fritz Rihs», Pieterlen, gemäss Sacheinlagevertrag vom 19. Februar 1981 und Bilanz per 31. Dezember 1980, wonach die Aktiven (Kassa, Postcheck, Bank, Debitoren, Materialvorräte, angefangene Arbeiten, transitorische Aktiven, Liegenschaften, Mobilien, Maschinen, Werkzeuge und Fahrzeuge) Fr. 498.947.65 und die Passiven (Kreditoren, Vorauszahlungen, transitorische Passiven und Hypotheken) Fr. 210.995.10 betragen, so dass sich ein Aktivenüberschuss und Übernahmepreis von Fr. 287.952.55 ergibt. Davon werden Fr. 50.000 auf das Grundkapital angerechnet. Mitteilungen und Einladungen erfolgen durch eingeschriebenen Brief oder gegen Empfangsbekanntmachung. Publikationsorgan ist das SHAB. Der VR (Verwaltungsrat) besteht aus 1 oder mehreren Mitgliedern. Ihm gehören an: Fritz Ernst Rihs, von Safnern, in Pieterlen, Präsident; Hedwig Rihs geborene Flühmann, von Safnern, in Pieterlen, und Susanne Rihs, von Safnern, in Pieterlen, Sekretärin. Der Präsident und das Mitglied Hedwig Rihs-Flühmann führen Einzelunterschrift. Einzelprokura wurde erteilt an Susanne Rihs, von Safnern, in Pieterlen. Geschäftsdomizil: Bielstrasse 29.

Büro Burgdorf

19. Februar 1981
Kantonalbank von Bern, Zweigniederlassung in Burgdorf (SHAB Nr. 44 vom 22. 2. 1980, S. 602). Staatsinstitut mit Hauptsitz in Bern. Erwin Horisberger, von Auswil, in Bern, führt nun Kollektivunterschrift zu zweien.

Büro Frutigen

19. Februar 1981
Kantonalbank von Bern, Zweigniederlassung in Adelsboden (SHAB Nr. 52 vom 3. 3. 1980, S. 707). Staatsinstitut mit Hauptsitz in Bern. Kollektivunterschrift zu zweien wurde erteilt an Erwin Horisberger, von Auswil, in Bern.

Büro Saanen

20. Februar 1981
Viehzuchtgenossenschaft Reichenbach II, in Reichenbach im Kandertal (SHAB Nr. 100 vom 1. 5. 1969, S. 985). Aus dem Verwaltungsrat ist ausgeschieden: der Präsident Jakob von Känel; seine Unterschrift ist erloschen. Als neuer Präsident wurde gewählt: Arnold Lauener, von Lauterbrunnen, in Reichenbach im Kandertal (bisher Vizepräsident). Als neuer Vizepräsident wurde gewählt: Karl Lauener, von Lauterbrunnen, in Wengi, Gemeinde Reichenbach im Kandertal. Präsident, Vizepräsident und Sekretär zeichnen kollektiv zu zweien.

Büro Saanen

19. Februar 1981
W. Jaggi & Sohn, in Schönried, Gemeinde Saanen, Kollektivgesellschaft. Ausführung von Maurer- und Grabarbeiten (SHAB Nr. 79 vom 4. 4. 1979, S. 1082). Diese Gesellschaft hat sich infolge Todes des Gesellschafters Werner Jaggi aufgelöst. Die Firma ist erloschen. Das Geschäft wird vom Gesellschafter Ernst Jaggi-Hausmann, von Saanen, in Schönried, Gemeinde Saanen, als Einzelkaufmann im Sinne von Art. 579 OR fortgesetzt. Die Firma lautet: **Ernst Jaggi**. Geschäftsdomizil: 3778 Schönried.

Büro Saanen

19. Februar 1981
Feller Garten- und Sportplatzbau AG, Zweigniederlassung in Schönried, Gemeinde Saanen, Projektierung und Ausführung von Garten- und Sportplatzanlagen usw. (SHAB Nr. 235 vom 8. 10. 1979, S. 3178). Mit Hauptsitz in Muri bei Bern. Robert Feller ist nicht mehr Präsident sondern Delegierter des VR (Verwaltungsrates). Präsident des VR ist nun Hans Straub, bisher Mitglied. Präsident und Delegierter zeichnen nicht mehr einzeln, sondern kollektiv zu zweien. Rudolf Feller, dessen Prokura erloschen ist, wurde zum Geschäftsführer mit Kollektivunterschrift zu zweien ernannt. Fritz Lehmann führt nun Kollektivprokura zu zweien.

Büro Saanen

19. Februar 1981
Kantonalbank von Bern, Zweigniederlassung in Gstaad, Gemeinde Saanen (SHAB Nr. 226 vom 27. 9. 1978, S. 2983). Staatsinstitut mit Hauptsitz in Bern. Kollektivunterschrift zu zweien wurde erteilt an Erwin Horisberger, von Auswil, in Bern.

Büro Thun

20. Februar 1981
Brunner & Imboden AG, in Thun. Mit Statuten vom 10. Februar 1981 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Ausführung von Anlagen auf dem Gebiet der Elektrotechnik und den Handel mit elektrischen und elektrotechnischen Anlagen und Apparaten. Sie kann sich bei gleichartigen Unternehmen beteiligen sowie Grundstücke erwerben und veräussern. Das voll liberierte Aktienkapital beträgt Fr. 300.000, eingeteilt in 300 Namenaktien zu Fr. 1000. Die Gesellschaft erwirbt einzelne Aktiven der Kollektivgesellschaft «M. Brunner und H. Imboden», in Thun, gemäss Sacheinlagevertrag vom 10. Februar 1981 und der darin enthaltenen Übernahmebilanz per 31. Dezember 1980 (Guthaben WIR-Konto, Waren- und Materialvorräte, angefangene Arbeiten, betriebsgebundene Wertschriften, Kautionen, Betriebsrichtungen), zum Preise von Fr. 182.648.15, davon werden Fr. 135.000 auf das Aktienkapital angerechnet. Ferner erwirbt die Gesellschaft von der Einzelfirma «Peter Bärtschi», in Thun, einzelne Geschäftskonten gemäss Sacheinlagevertrag vom 10. Februar 1981 und der darin enthaltenen Übernahmebilanz per 31. Dezember 1980 (Kassa, Installationsmaterial, angefangene Arbeiten, Betriebsrichtungen), zum Preise von Fr. 50.000, davon werden Fr. 150.000 auf das Aktienkapital angerechnet. Fr. 150.000 sind in bar einbezahlt worden. Mitteilungen und Einladungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Publikationsorgan ist das SHAB. Der VR (Verwaltungsrat) besteht aus 1 oder mehreren Mitgliedern. Ihm gehören an: Max Brunner, von Aesch LU und Thun, in Thun, Präsident; Hans Imboden, von Ringenberg und Thun, in Thun, Vizepräsident, und Arthur Stoller, von Frutigen, in Bolligen, Mitglied. Die Mitglieder des VR zeichnen kollektiv zu zweien. Geschäftsdomizil: Obere Hauptgasse 32.

Büro Wangen an der Aare

20. Februar 1981
Schwäbgarage AG, in Steffisburg, Handel und Vertrieb mit Automobilen (SHAB Nr. 126 vom 2. 6. 1977, S. 1807). Die Prokura von Hans Ulrich Ruchti ist erloschen.

Büro Wangen an der Aare

20. Februar 1981
Centralgarage AG Steffisburg, in Steffisburg, Betrieb einer Garage mit Tankstelle und Autohandel usw. (SHAB Nr. 118 vom 23. 5. 1977, S. 1680). Die Prokura von Hans Ulrich Ruchti ist erloschen.

Büro Wangen an der Aare

19. Februar 1981
Pfister A.G., in Wangen an der Aare, Fabrikation von Bürsten, Bürstenhölzern, Seilerwaren usw. (SHAB Nr. 128 vom 4. 6. 1980, S. 1900). Otto Kollerhals, Präsident, und Lucie Berchtold-Haas, Vizepräsidentin, sind aus der Verwaltung ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Neuer Präsident ist Dr. Walter Wegmüller, von Walkringen, in Langenthal; er zeichnet kollektiv zu zweien; neuer Vizepräsident ist Adolf Bischof, von Eggersriet, in Herrliberg; er führt Einzelunterschrift. Kollektivunterschrift zu zweien wird erteilt an: Rolf Leuenberger, von Melchnau, in Huttwil, Sekretär des VR (Verwaltungsrates), ohne diesem anzugehören, und René Guillod, von Bas-Vully, in Pratteln; Doris Berchtold, bisher Sekretärin des VR, scheidet aus dem VR aus; ihre Kollektivunterschrift ist demnach erloschen; ihr wird Kollektivprokura zu zweien erteilt.

Büro Wangen an der Aare

19. Februar 1981
Kantonalbank von Bern, Zweigniederlassung in Herzogenbuchsee (SHAB Nr. 214 vom 13. 9. 1978, S. 2847). Staatsinstitut mit Hauptsitz in Bern. Kollektivunterschrift zu zweien wurde erteilt an Erwin Horisberger, von Auswil, in Bern.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
E. Marschall & Cie, in Erlenbach, Karosseriewerkstätte (SHAB Nr. 16 vom 21. 1. 1974, S. 186). Die Firma ist seit dem 1. Januar 1981 aufgelöst. Sie wird nach durchgeführter Liquidation gelöst. Aktiven und Passiven werden von der neuen Einzelfirma E. Marschall übernommen.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
E. Marschall, in Erlenbach, Inhaber der Firma ist Eugen Marschall, von und in Erlenbach. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der bisherigen Kollektivgesellschaft «E. Marschall & Cie», Karosseriewerkstätte, Latterbach.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)**Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)**

20. Februar 1981
Wüst & Cossar AG in Liq., in Bernmünster. Elektronikapparate, vom Amtes wegen aufgelöst, in Konkurs (SHAB Nr. 233 vom 5. 10. 1979, S. 3155). Nach dem das Konkursverfahren geschlossen worden ist, wird die Firma vom Amtes wegen gelöst.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Cinevision GmbH, in Kriens, Filme usw. (SHAB Nr. 89 vom 18. 4. 1978, S. 1191). Statutenänderung vom 13. Februar 1981. Der Sitz der Gesellschaft wurde nach Sursee verlegt. Adresse: Leopoldstrasse 6, bei Truvag Treuhand- und Verwaltungs AG, 6210 Sursee. Hans Peter Roth, von Basel, in Gutschwil, Gemeinde Volketswil, ist der Gesellschaft mit einer Stammeinlage von Fr. 20.000 beigetreten. Dementsprechend wurde das Stammkapital von Fr. 20.000 auf Fr. 40.000 erhöht. Elisabeth Grigoleit-Müller ist nicht mehr Gesellschafterin; ihre Stammeinlage von Fr. 2000 geht über an den bisherigen Gesellschafter Kurt Grigoleit. Das Stammkapital von Fr. 40.000, zerlegt demnach neu in folgenden zwei Stammeinlagen: Fr. 20.000 des Kurt Grigoleit (bisher) und Fr. 20.000 des Hans Peter Roth (vorgenannt).

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Reynolds Cigarette Corporation, in Dagmersellen, Aktiengesellschaft (SHAB Nr. 113 vom 16. 5. 1980, S. 1658). Robert A. Fox ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neues Mitglied mit Kollektivunterschrift zu zweien ist Fritz Georg Rosenbauer, Staatsangehöriger der Bundesrepublik Deutschland, in Collonge-Bellerive.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Anzeiger A.G. Luzern, in Luzern (SHAB Nr. 176 vom 31. 7. 1978, S. 2399). Robert Arnet und Paul Künzler sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; ihre sowie die Unterschrift des Geschäftsführers Josef Bünter sind erloschen. Neuer Präsident ist das bisherige Mitglied Otto Bänninger; er zeichnet weiterhin kollektiv zu zweien. Kollektivprokura zu zweien wurde erteilt an Marcel Johann, von Luzern, in Kriens.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Cellofoam AG, in Luzern. Polystyrenblöcke (SHAB Nr. 34 vom 11. 2. 1980, S. 463). Statutenänderung vom 11. Februar 1981. Es wurde dadurch keine publikationspflichtige Tatsache betroffen.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Frey & Cie., in Luzern, elektrische Anlagen usw., Kommanditgesellschaft (SHAB Nr. 30 vom 6. 2. 1980, S. 411). Kollektivprokura zu zweien für das Gesamtunternehmen wurde erteilt an Willy Höing, von und in Kriens.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Hespa, Holzeinkaufstelle Schweizerischer Papier- und Papierstoff-Fabrikanten (Hespa, Bureau d'achat de bois de l'industrie suisse du papier), in Luzern. Genossenschaft (SHAB Nr. 21 vom 28. 1. 1981, S. 289). Walter Weber, Direktor, wohnt nun in Luzern.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Salvatore Rosiello, in Luzern, Restaurant (SHAB Nr. 156 vom 8. 7. 1975, S. 1881). Der Inhaber hat den Geschäftssitz nach Reussbühl, Gemeinde Littlau, verlegt. Adresse: Reusspöfweg 20, 6015 Reussbühl. Neue Geschäftsnatur: Betrieb der Pizzeria Salvatore.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Reiden Werkzeugmaschinenfabrik AG Reiden (Reiden Fabrique de Machines-Outils S.A. Reiden), in Reiden (SHAB Nr. 128 vom 4. 6. 1980, S. 1900). Kollektivprokura zu zweien wurde erteilt an Hans Glur, von Murgenthal, in Reiden, und Walter Möri, von Epsach, in Källiken.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Muther & Cie A.-G. (S.A. Muther & Cie) (Muther & Cie S.A.) (Muther & Cie Ltd.), in Schüpfheim, Käse usw. (SHAB Nr. 131 vom 8. 6. 1979, S. 1831). Statutenänderung vom 18. Dezember 1980. Die Firma lautet nun: **Muther & Co. AG (Muther & Cie SA) (Muther & Co. Ltd.)**. Neuer Zweck: Handel mit Käse und anderen Molkerieprodukten; Fabrikation derselben; Handel mit nahestehenden Produkten; Beteiligungen; Erwerb oder Veräusserung von Liegenschaften. Mitteilungen erfolgen nun brieflich. Weitere Änderungen berühren keine publikationspflichtigen Tatsachen. Die Prokura von Alfred Humi ist erloschen.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Volksbank Willisau A.G., in Willisau-Stadt (SHAB Nr. 219 vom 18. 9. 1980, S. 3078). Kollektivprokura zu zweien, beschränkt auf den Hauptsitz, wurde erteilt an Werner Burgener, von Zweisimmen, in Zell LU.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Volksbank Willisau A.G. Niederlassung Luzern, Zweigniederlassung, in Willisau (SHAB Nr. 219 vom 18. 9. 1980, S. 3078). Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Willisau-Stadt. Kollektivprokura zu zweien, beschränkt auf die Zweigniederlassung Luzern, wurde erteilt an Josef Bitzi, von Menznau und Escholzmatt, in Emmenbrücke, Gemeinde Emmen, und Hans Grüter, von Zell LU, in Luzern.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Erich Fehlmann, bisher in Lachen, Treuhand und Verwaltung (SHAB Nr. 45 vom 24. 2. 1976, S. 526). Die Firma wird infolge Verlegung des Sitzes nach Zug (SHAB Nr. 25 vom 2. 2. 1981, S. 335) im Handelsregister Schwyz vom Amtes wegen gelöst.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Josef Bürgler, in Muotathal, Handel mit Lebensmitteln, Textilien usw. (SHAB Nr. 298 vom 21. 12. 1971, S. 3064). Die Firma wird infolge Geschäftsaufgabe gelöst.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
BB Records AG, in Brunnen, Gemeinde Ingenbühl, Produktion und Vertrieb von Schallplatten und Musikassetten usw. (SHAB Nr. 294 vom 15. 12. 1980, S. 4063). Gemäss Verfügung vom 29. Dezember 1980 hat das Bezirksgerichtspräsidium Schwyz über die Gesellschaft den Konkurs eröffnet. Die Gesellschaft ist deshalb aufgelöst.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Interhandel Records AG, in Brunnen, Gemeinde Ingenbühl, Handel mit Tonträgern aller Art usw. (SHAB Nr. 10 vom 15. 1. 1981, S. 143). Gemäss Verfügung vom 29. Dezember 1980 hat das Bezirksgerichtspräsidium Schwyz über die Gesellschaft den Konkurs eröffnet. Die Gesellschaft ist deshalb aufgelöst.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Bamert Gartenbau, Tuggen, in Tuggen (SHAB Nr. 54 vom 5. 3. 1980, S. 738). Das Bezirksgerichtspräsidium March hat mit Entscheid vom 16. Dezember 1980 über den Firmainhaber den Konkurs eröffnet.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
C. Schmid AG, in Arth, Herstellung und Vertrieb von Koffern und Reiseartikeln aus Leder usw. (SHAB Nr. 32 vom 8. 2. 1979, S. 415). Geschäftsführer mit Einzelunterschrift ist Paul Müller, von Uznach, in Kilchberg.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Finalholding, in Feusisberg, Verwaltung und Finanzierung von Beteiligungen usw., Aktiengesellschaft (SHAB Nr. 136 vom 14. 6. 1979, S. 1903). Pierre Schaefer, einziges Mitglied des Verwaltungsrates, wohnt nun in Zürich.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Tulipan AG, Spezialitätenbäckerei, Einsiedeln, in Einsiedeln (SHAB Nr. 96 vom 26. 4. 1977, S. 1325). Neu wurden in den Verwaltungsrat gewählt: Silvio Cloetta-Birchler, Delegierter, und Barbara Cloetta-Birchler, beide von Bergün, in Einsiedeln; beide führen Einzelunterschrift.

Büro Wimmis (Bezirk Niedersimmental)

20. Februar 1981
Franz Vago A.G. Strassen- und Tiefbauunternehmung, Zweigniederlassung Sattel, in Sattel (SHAB Nr. 221 vom 21. 9. 1979, S. 3019), mit Hauptsitz in Hasli-Wiggoltingen. Die Unterschrift von Dr. Hans Schluep, Mitglied des Verwaltungsrates, sowie die Prokura von Reinhard Vago sind erloschen.

Nidwalden - Nidwald - Untervaldo Sottoselva

20. Februar 1981

Lawil AG, in **Buchs**, Herstellung von, Handel mit, Import, Export von und sonstige Geschäfte mit Bageräten usw. (SHAB Nr. 5 vom 7. 1. 1977, S. 50). Die Unterschrift von Werner Keller ist erloschen. Neu wird Einzelunterschrift erteilt an Anton Meier, von Herzigswil bei Willisau, in Rotkreuz, Gemeinde Risch.

20. Februar 1981

Les Mouettes A SA, in **Ennetbürgen**, Beratungen und Vermittlungen im Immobiliensektor usw. (SHAB Nr. 60 vom 13. 3. 1979, S. 792). Neues Domizil: Hofuhrlistrasse, c/o Fritz Grauwiler, 6373 Ennetbürgen.

Glarus - Glaris - Glarona

19. Februar 1981

Marcel Zurbuchen AG Schwanden, in **Schwanden**. Mit Statuten vom 19. Februar 1981 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt: Handel mit, Verkauf und Reparaturen von Velos, Motos und Sportartikeln. Sie kann gleichartige oder verwandte Unternehmen erwerben oder sich an solchen beteiligen. Das voll einbezahlte Aktienkapital beträgt Fr. 60 000, eingeteilt in 60 Inhaberaktien zu Fr. 1000. Publikationsorgan ist das SHAB. Die Mitteilungen erfolgen, sofern Namen und Adressen aller Aktionäre bekannt sind, durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 oder mehreren Mitgliedern. Es sind dies: Marcel Zurbuchen, von Habkern, in Schwanden, als Präsident, und Peter Steiner, von Signau, in Mollis, als Mitglied; sie zeichnen zu zwei. Geschäftsdomizil: Thonerstrasse 31.

19. Februar 1981

Cardaba AG, in **Glarus**, Kapitalien, Liegenschaften (SHAB Nr. 149 vom 29. 6. 1977, S. 2142). Friedrich Baumgartner, bisher einziges Mitglied, ist infolge Todes aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu als einziges Mitglied wurde gewählt: Dr. Karljörg Landolt, von und in Näfels; er zeichnet einzeln. Neues Geschäftsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

19. Februar 1981

Erkom AG, in **Glarus**, Beteiligungen, Finanzierungen (SHAB Nr. 35 vom 12. 2. 1976, S. 417). Friedrich Baumgartner ist infolge Todes aus dem VR (Verwaltungsrat) ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. In den VR wurde gewählt: Dr. Karljörg Landolt, von und in Näfels; er zeichnet zu zwei mit dem Verwaltungsratsmitglied Sylvia Neururer. Neues Geschäftsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

19. Februar 1981

Alueraft AG (Alueraft AG), in **Glarus**, Wasserfahrzeuge, insbesondere Vollaluminiumjachten (SHAB Nr. 64 vom 17. 3. 1978, S. 827). Die Domizilgeberin firmiert nun mit Finoma Treuhand AG.

20. Februar 1981

Hagorit A.G., in **Glarus**, Beteiligungen (SHAB Nr. 90 vom 21. 4. 1964, S. 1239). An der Generalversammlung vom 15. Dezember 1980 hat die Gesellschaft ihre Auflösung beschlossen. Nach Angaben der Beteiligten ist die Liquidation bereits durchgeführt. Die Firma kann jedoch mangels Zustimmungen der Eidgenössischen Steuerverwaltung, in Bern, und der Kantonalen Wehrsteuerverwaltung, in Glarus, noch nicht gelöscht werden.

20. Februar 1981

Hanseomb GmbH, in **Glarus**, Gutachten und Aufträge aller Art, Projektierungen und Vermittlungen (SHAB Nr. 58 vom 11. 3. 1975, S. 651). Friedrich Baumgartner ist infolge Todes als Geschäftsführer ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Zum neuen Geschäftsführer wurde gewählt: Dr. Karljörg Landolt, von und in Näfels; er zeichnet einzeln. Neues Geschäftsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

20. Februar 1981

Hika AG, in **Glarus**, Beteiligungen, Finanzierungen (SHAB Nr. 35 vom 12. 2. 1976, S. 417). Friedrich Baumgartner ist infolge Todes aus dem VR (Verwaltungsrat) ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. In den VR wurde gewählt: Dr. Karljörg Landolt, von und in Näfels; er zeichnet zu zwei mit Sylvia Neururer. Neues Geschäftsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

20. Februar 1981

Home Arredamenti Export AG, in **Glarus**, Handel mit und Export von Heimeneinrichtungen, insbesondere mit Möbeln aller Art (SHAB Nr. 166 vom 19. 7. 1976, S. 2051). Friedrich Baumgartner, bisher einziges Mitglied, ist infolge Todes aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu als einziges Mitglied wurde gewählt: Dr. Karljörg Landolt, von und in Näfels; er zeichnet einzeln. Neues Geschäftsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

20. Februar 1981

Karakul Fell & Leder AG, in **Glarus** (SHAB Nr. 127 vom 4. 6. 1975, S. 1530). Friedrich Baumgartner, bisher einziges Mitglied, ist infolge Todes aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu als einziges Mitglied wurde gewählt: Dr. Karljörg Landolt, von und in Näfels; er zeichnet einzeln. Neues Geschäftsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

20. Februar 1981

Leecotex S.A., in **Glarus**, Handelsgeschäfte aller Art (SHAB Nr. 256 vom 2. 11. 1970, S. 2481). An der ausserordentlichen Generalversammlung vom 16. Oktober 1980 hat die Gesellschaft ihre Auflösung beschlossen. Nach Angaben der Beteiligten ist die Liquidation bereits durchgeführt. Die Firma kann jedoch mangels Zustimmungen der Eidgenössischen Steuerverwaltung, in Bern, und der Kantonalen Wehrsteuerverwaltung, in Glarus, noch nicht gelöscht werden.

20. Februar 1981

Ligra Holding AG, in **Glarus**, Beteiligungen (SHAB Nr. 238 vom 11. 10. 1978, S. 3134). An der ausserordentlichen Generalversammlung vom 17. Dezember 1980 hat die Gesellschaft ihre Auflösung beschlossen. Nach Angabe der Beteiligten ist die Liquidation bereits durchgeführt. Die Firma kann jedoch mangels Zustimmungen der Eidgenössischen Steuerverwaltung, in Bern, und der Kantonalen Wehrsteuerverwaltung, in Glarus, noch nicht gelöscht werden.

20. Februar 1981

Neuda Finanz GmbH, in **Glarus**, Beteiligungen, Finanzierungen (SHAB Nr. 64 vom 18. 3. 1975, S. 720). Friedrich Baumgartner ist infolge Todes als Geschäftsführer ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu als Geschäftsführer wurde gewählt: Dr. Karljörg Landolt, von und in Näfels; er zeichnet einzeln. Neues Geschäftsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

20. Februar 1981

Pavaco AG, in **Glarus**, Beteiligungen, Finanzierungen (SHAB Nr. 35 vom 12. 2. 1976, S. 417). Friedrich Baumgartner ist infolge Todes aus dem VR (Verwaltungsrat) ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. In den VR wurde gewählt: Dr. Karljörg Landolt, von und in Näfels; er zeichnet zu zwei mit Sylvia Neururer. Neues Geschäftsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

20. Februar 1981

SAC Consultants GmbH, in **Glarus**, Vermittlung von beratenden Ingenieuren usw. (SHAB Nr. 235 vom 7. 10. 1980, S. 3275). Neues Rechtsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

20. Februar 1981

SAC Technical Services GmbH, in **Glarus**, technische Aufträge, Gutachten usw. (SHAB Nr. 283 vom 3. 12. 1979, S. 3799). Friedrich Baumgartner ist infolge Todes als Geschäftsführer ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu als Geschäftsführer wurde gewählt: Dr. Karljörg Landolt, von und in Näfels; er zeichnet einzeln. Neues Geschäftsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

20. Februar 1981

Sunfresh AG, in **Glarus**, Handelsgeschäfte auf dem Gebiete der Nahrungsmittelbranche (SHAB Nr. 160 vom 11. 7. 1980, S. 2339). An der ausserordentlichen Generalversammlung vom 10. Dezember 1980 hat die Gesellschaft ihre Auflösung beschlossen. Nach Angaben der Beteiligten ist die Liquidation bereits durchgeführt. Die Firma kann jedoch mangels Zustimmungen der Eidgenössischen Steuerverwaltung, in Bern, und der Kantonalen Wehrsteuerverwaltung, in Glarus, noch nicht gelöscht werden.

20. Februar 1981

Caspar Spältly & Co. Aktiengesellschaft, in **Matt**, Baumwollgarne (SHAB Nr. 49 vom 28. 2. 1969, S. 464). An der ausserordentlichen Generalversammlung vom 10. Dezember 1980 hat die Gesellschaft ihre Auflösung beschlossen. Nach Angaben der Beteiligten ist die Liquidation bereits durchgeführt. Die Firma kann jedoch mangels Zustimmung der Eidgenössischen Steuerverwaltung, in Bern, noch nicht gelöscht werden.

20. Februar 1981

Woodbridge AG, in **Glarus**, Handel mit Waren aller Art, insbesondere mit Holz usw. (SHAB Nr. 74 vom 28. 3. 1980, S. 1015). Friedrich Baumgartner ist infolge Todes aus dem VR (Verwaltungsrat) ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. In den VR wurde gewählt: Dr. Karljörg Landolt, von und in Näfels; er zeichnet einzeln. Neues Geschäftsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

20. Februar 1981

EDV-Beratung E. Meister AG, in **Glarus**, Beratungsdienstleistungen auf dem Gebiete der elektronischen Datenverarbeitung (SHAB Nr. 83 vom 11. 4. 1978, S. 1099). Eduard Meister, bisher einziges Mitglied, ist infolge Todes aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu als einziges Mitglied wurde gewählt: Adelheid Meister-Schmid, von Matzenhof, in Hausen am Albis; sie zeichnen einzeln.

20. Februar 1981

Forrer Bedachungen AG, Netstal, in **Netstal**. Mit Statuten vom 20. Februar 1981 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt: Ausführung von Dachdeckerarbeiten aller Art, Beratung und Ausführung von Bausolierungen und Flachbedachungen. Das voll einbezahlte Aktienkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Inhaberaktien zu Fr. 1000. Publikationsorgan ist das SHAB. Die Mitteilungen erfolgen, sofern Namen und Adressen aller Aktionäre bekannt sind, durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 oder mehreren Mitgliedern. Einziges Mitglied desselben ist Einzelunterschrift ist Bruno Forrer, von Wildhaus und Netstal, in Netstal. Geschäftsdomizil: Leuzigenweg 5.

20. Februar 1981

Armanan AG, in **Glarus**, Waren aller Art, insbesondere sanitäre Artikel (SHAB Nr. 42 vom 20. 2. 1975, S. 468). Friedrich Baumgartner, bisher einziges Mitglied, ist infolge Todes aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu als einziges Mitglied wurde gewählt: Dr. Karljörg Landolt, von und in Näfels; er zeichnet einzeln. Neues Geschäftsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

20. Februar 1981

Automobilwerke Franz AG Zürich, Zweigbetrieb Garage zur Höhe, Zweigniederlassung in **Glarus** (SHAB Nr. 201 vom 28. 8. 1980, S. 2871). Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Zürich. Kollektivunterschrift wurde erteilt an Waldemar Rohr, von Zürich und Lenzburg, in Wetswil.

20. Februar 1981

Dasiku AG, in **Glarus**, Vermögensverwaltungen, Finanzierungen (SHAB Nr. 47 vom 26. 2. 1975, S. 521). Friedrich Baumgartner, bisher einziges Mitglied, ist infolge Todes aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu als einziges Mitglied wurde gewählt: Dr. Karljörg Landolt, von und in Näfels; er zeichnet einzeln. Neues Geschäftsdomizil: c/o Unirevisa Beratungs- & Verwaltungen AG, Spielhof 14a.

Zug - Zoug - Zugo

20. Februar 1981

A. Berger Finanz AG, in **Zug**, Beteiligungen usw. (SHAB Nr. 303 vom 29. 12. 1980, S. 4180). Gemäss öffentlicher Urkunde über die ausserordentliche Generalversammlung vom 17. Februar 1981 wurde das Aktienkapital von Fr. 50 000 auf Fr. 3 200 000 erhöht durch Ausgabe von 3150 Namennaktien zu Fr. 1000, davon wurden Fr. 2 624 000 durch Verrechnung mit einer Forderung gegen die Gesellschaft und Fr. 526 000 durch Barzahlung liberiert. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das voll liberierte Aktienkapital beträgt nun Fr. 3 200 000, eingeteilt in 3200 Namennaktien zu Fr. 1000. Neu in den VR (Verwaltungsrat), mit Kollektivunterschrift zu zweien, wurden gewählt: Alois Berger, deutscher Staatsangehöriger, in Otobereuren (D), Präsident; Edith Berger, deutsche Staatsangehörige, in Otobereuren (D), und Dr. Martin Escher, von Zürich, in Herrliberg. Dr. Peter Max Gutzwiller ist nicht mehr Präsident des VR, bleibt aber Mitglied desselben; er sowie Dr. Christoph Reinhardt, Mitglied des VR, zeichnen nicht mehr einzeln, sondern kollektiv zu zweien.

20. Februar 1981

Philipp Overseas Zug AG, in **Zug**, internationaler Handel mit Stahl und Stahlprodukten usw. (SHAB Nr. 38 vom 17. 2. 1981, S. 507). Gemäss öffentlicher Urkunde über die ausserordentliche Generalversammlung vom 19. Februar 1981 wurden die Statuten teilweise revidiert. Die Firma lautet nun: **Eastmet Zug AG**.

20. Februar 1981

BSO AG, in **Zug**, Betrieb eines oder mehrerer Büros für Systementwicklung auf dem Gebiet der Computersoftware usw. (SHAB Nr. 238 vom 10. 10. 1980, S. 3315). Gemäss öffentlicher Urkunde über die ausserordentliche Generalversammlung vom 19. Februar 1981 wurden die Statuten revidiert. Die Firma lautet nun: **CEM Computer Enterprises Marketing SA**. Die bisherigen 1500 Namennaktien zu Fr. 100 wurden in 1500 Inhaberaktien zu Fr. 100 umgewandelt. Das Aktienkapital von Fr. 150 000 ist nun eingeteilt in 1500 Inhaberaktien zu Fr. 100. Die übrigen Statutenänderungen sind nicht publikationspflichtig. Bob Schutte und Urs Schnieper sind aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Alois Wiget, bisher Präsident, ist nun einziger Verwaltungsrat, weiterhin mit Einzelunterschrift.

20. Februar 1981

Euryza International AG, in **Zug**, Beratung, Überwachung von und Koordination der Tätigkeiten der zur Euryza-Gruppe gehörenden Gesellschaften usw. (SHAB Nr. 289 vom 10. 12. 1979, S. 3872). Neu in den Verwaltungsrat wurde gewählt: Dr. Antonio Planzer, von Alldorf UR, in Zug; er ist nicht zeichnungsberechtigt. Einzelprokura wurde erteilt an Henry Schein, deutscher Staatsangehöriger, in Kastanienbaum, Gemeinde Horw.

20. Februar 1981

Investicem AG, in **Zug**, Erbringung von Dienstleistungen usw. (SHAB Nr. 244 vom 18. 10. 1976, S. 2937). Eduard A. Laube ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neuer einziger Verwaltungsrat mit Einzelunterschrift ist Thomas Heldstab, von Klosters, in Sins.

20. Februar 1981

Vitos AG, in **Zug**, Handel mit Waren aller Art usw. (SHAB Nr. 62 vom 14. 3. 1980, S. 844). Die Firma hat derzeit kein Domizil mehr.

20. Februar 1981

Masstrade AG, in **Zug**, Vertrieb von Einwegartikel usw. (SHAB Nr. 280 vom 28. 11. 1980, S. 3890). Das Domizil lautet nun: Im Kronenhof, Zeughausgasse 7a, c/o von Holzen Treuhand.

20. Februar 1981

Hans Kennel AG, Baar, in **Baar**, Handel mit und Verarbeitung von Tee und Kräutern usw. (SHAB Nr. 23 vom 30. 1. 1981, S. 315). Hans Kennel-Max, Präsident des VR (Verwaltungsrates, heisst nun Hans Kennel jun. und Hans Kennel-Vincenzi, Delegierter des VR, Hans Kennel sen.

Freiburg - Fribourg - Friburgo

Bureau d'Estavayer-le-Lac

20 février 1981

Maweba Domdidier S.A., à **Domdidier**. Suivant acte authentique et status du 16 février 1981, il a été constitué sous cette raison sociale une société anonyme ayant pour but la fabrication et la commercialisation de machines et d'outils; la société peut prendre des représentations ou agences, acquérir des biens immobiliers. Le capital social est de fr. 180 000, divisé en 120 actions nominatives de fr. 1000 chacune et 240 actions nominatives de fr. 250 chacune, entièrement libérées. Les publications sont faites dans la FOSC. Les communications et convocations aux actionnaires sont adressées par lettre recommandée. La société est administrée par un conseil d'administration d'un ou de plusieurs membres: Théo Studer, de Visperterminen, à Morat, président; Lambert Bokhoven, de nationalité hollandaise, à Klein-Guselthum, vice-président et directeur; Willy Chardonnens, de et à Domdidier, secrétaire, et Albert Joye, de Marnens, à Forel, membre. La société est engagée par la signature collective à deux des administrateurs et du directeur. Adresse: zone industrielle, 1564 Domdidier.

Bureau de Fribourg

Rectification

Danatic Business Consultants Inc. S.A., à **Fribourg** (FOSC du 25. 2. 1981, no 45, p. 607). Raison sociale exacte: **Danatic Business Consultants Inc. S.A.**

20 février 1981

Climarly S.A., à **Fribourg**, Grand-Places 16. Nouvelle société anonyme. Statuts du 13 février 1981. But: exploitation d'un centre médico-gériatrique. Etude et recherches dans le domaine de la gériatrie préventive. Exploitation de droits de propriété intellectuelle dans le domaine médical et notamment gériatrique. Prise de participations à d'autres sociétés. Capital: fr. 1 200 000, libéré à concurrence de 20%, divisé en 200 actions nominatives, catégorie A, à droit de vote privilégié, de fr. 500 et 1100 actions nominatives, catégorie B, ordinaires, de fr. 1000. Publications: FOSC. Administration d'un ou de plusieurs membres: Jean-Ludovic Hartmann, de et à Fribourg, président; Jean-Luc Nordmann, de Scuzach, à Fribourg, secrétaire; Alain de Weck, de et à Fribourg; Albert Heer, de Trimbach, à Lostorf; Walter-August Ringgenberg, de Ringgenberg, à Bernex, et Jacques Hopf, de Bale et Binningen, à Binningen, membres; ils signent collectivement à deux.

20 février 1981

E. S. Art Gallery S. à r. l., à **Fribourg**, œuvres d'art anciennes, etc. (FOSC du 19. 4. 1979, no 90, p. 1219). Date de la dissolution: 9. 2. 1981. La liquidation sera opérée sous la raison sociale: **E. S. Art Gallery S. à r. l. en liquidation**, par Fides Société fiduciaire, succursale de Genève, avec signature individuelle. Les pouvoirs des gérants Frédéric Hasler et Walter Stapfer sont radies. Adresse de la liquidation: Genève, avenue de Champel 8c, c/o Fides Société fiduciaire.

20 février 1981

Projinter S.A., à **Fribourg**, projets et dessins de brevets industriels, etc. (FOSC du 2. 5. 1978, no 101, p. 1377). Nouvelle adresse: route de Beaumont 6.

Büro Tafers (Bezirk Sense)

20. Februar 1981

Subaru-Autos AG, in **Plaffeien**, Handel mit Automobilen und Betrieb einer Reparaturwerkstätte für Fahrzeuge aller Art usw. (SHAB Nr. 78 vom 2. 4. 1980, S. 1079). Gemäss Beschluss der ausserordentlichen Generalversammlung vom 19. Februar 1981 hat die Gesellschaft ihre Firma in **Subag-Auto AG** geändert. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden, Unterschrift erloschen: Otto Blanchard, Vizepräsident. Neuer Vizepräsident mit Einzelunterschrift: Eduard Zahnd, von St. Ursen, in Plaffeien.

Marken Marques Marchi

Bundesamt für geistiges Eigentum
Office fédéral de la propriété intellectuelle
Ufficio federale della proprietà intellettuale

Eintragungen - Enregistrements

307757. Hinterlegungsdatum: 6. Juni 1980.
Boa AG Luzern, Kellerstrasse 45, 6005 Luzern. - Fabrikation und Handel. - Erneuerung mit eingeschränkter Warenangabe der Marke Nr. 181998. Firma geändert. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 6. Juni 1980 an.

Gas-Metallschläuche. (Int. Kl. 6)

GASOTUBE

(Durchgesetzte Marke)

307758. Date de dépôt: 9 juin 1980.
Abir Magid, Rua Barão de Capanema no. 252, São Paulo (Brasil). - Fabrication et commerce. - Renouvellement de la marque no 182337. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 7 juin 1980.

Articles d'horlogerie. (Cl. int. 14)

NELIMA

307759. Hinterlegungsdatum: 12. Juni 1980.
Mepha AG, Dornacherstrasse 114, 4143 Neu-Aesch; Postadresse: Postfach 137, 4143 Dornach I. - Fabrikation und Handel.

Pharmazeutisches Spezialpräparat. (Int. Kl. 5)

INDOMET

307760. Hinterlegungsdatum: 10. Dezember 1980.
Lüscher-Automaten AG, Badenerstrasse 812, 8048 Zürich. - Fabrikation und Handel.

Unterhaltungsautomat mit Gewinnmöglichkeit. (Int. Kl. 9)

SUPER JOKER 20

307761. Date de dépôt: 6 juin 1980.
Nissan Jidosha Kabushiki Kaisha, No. 2, Takaracho, Kanagawa-ku, Yokohama-shi (Kanagawa-ken, Japon). - Fabrication et commerce. - Renouvellement avec limitation de l'indication des produits de la marque no 182681. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 6 juin 1980.

Automobiles, tracteurs routiers, véhicules en général et leurs parties. (Cl. int. 12)

DATSUN

307762. Date de dépôt: 6 juin 1980.
Nissan Jidosha Kabushiki Kaisha, No. 2, Takaracho, Kanagawa-ku, Yokohama-shi (Kanagawa-ken, Japon). - Fabrication et commerce. - Renouvellement avec limitation de l'indication des produits de la marque no 182682. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 6 juin 1980.

Automobiles, tracteurs routiers, véhicules en général et leurs parties. (Cl. int. 12)

NISSAN

307763. Hinterlegungsdatum: 13. Juni 1980.
Pharmimpex GmbH, Bundesplatz 18, 6300 Zug. - Handel.

Pharmazeutika. (Int. Kl. 5)

FORMEX

307764. Hinterlegungsdatum: 13. Juni 1980.
Pharmimpex GmbH, Bundesplatz 18, 6300 Zug. - Handel.

Pharmazeutika. (Int. Kl. 5)

MINIGOA

307765. Hinterlegungsdatum: 13. Juni 1980.
Pharmimpex GmbH, Bundesplatz 18, 6300 Zug. - Handel.

Pharmazeutika. (Int. Kl. 5)

PONDIGOA

307766. Hinterlegungsdatum: 13. Juni 1980.
Pharmimpex GmbH, Bundesplatz 18, 6300 Zug. - Handel.

Pharmazeutika. (Int. Kl. 5)

REDUZON

307767. Hinterlegungsdatum: 25. Juni 1980.
C. August Egli & Co. Aktiengesellschaft, Leimbachstrasse 5, 8041 Zürich. - Handel.

Weine. (Int. Kl. 33)

TROETTELER

307768. Hinterlegungsdatum: 7. Juli 1980.
Lingner-Werke Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Fichtenstrasse 119, Düsseldorf (Bundesrepublik Deutschland). - Fabrikation und Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 181871. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 7. Juli 1980 an.

Düngemittel, Futtermittel, diätetische Nahrungsmittel, Blutalbumin, Serumalbumin, Abbauprodukte von Blut und Keratinstoffen für Ernährungs- und Futterzwecke. (Int. Kl. 1. 5. 31)

OVAGSOLAN

307769. Hinterlegungsdatum: 1. Juli 1980.
John M. Shubin, 300 North Wycliff Avenue, San Pedro (Kalifornien, USA). - Fabrikation und Handel.

Motorfahrzeuge. (Int. Kl. 12)

SHU-PAK

307770. Date de dépôt: 14 janvier 1981.
Mario Artusi, 8, route de Loëx, 1213 Onex. - Fabrication.

Appareil électronique anti-effractions. (Cl. int. 9)

ALARMGUARD 222 RAGON

307771. Date de dépôt: 14 janvier 1981.
Mario Artusi, 8, route de Loëx, 1213 Onex. - Fabrication.

Appareil électronique anti-effractions. (Cl. int. 9)

HOME SENTINEL RAGON

307772. Hinterlegungsdatum: 11. Juli 1980.
Siegfried Aktiengesellschaft, 4800 Zofingen. - Fabrikation und Handel.

Unkrautvertilgungs- und Schädlingsbekämpfungsmittel. (Int. Kl. 5)

ARVICOLON

307773. Hinterlegungsdatum: 22. Juli 1980.
Loctite Corporation, 705 North Mountain Road, Newington (Connecticut, USA). - Fabrikation und Handel. - Erneuerung der Marke Nr. 182499. Firma geändert. Sitz verlegt. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 22. Juli 1980 an.

Flüssige Kunstharzmischung zur Verwendung als Bindemittel. (Int. Kl. 1)

LOCTITE

307774. Hinterlegungsdatum: 22. Juli 1980.
Bosshard & Co. AG, Lack- und Farbenfabrik, Ifangstrasse 97, 8153 Rümlang. - Fabrikation.

Lacke und Farben. (Int. Kl. 2)

BOSCAPOX

307775. Hinterlegungsdatum: 22. Juli 1980.
Bosshard & Co. AG, Lack- und Farbenfabrik, Ifangstrasse 97, 8153 Rümlang. - Fabrikation.

Lacke und Farben. (Int. Kl. 2)

EXPOFLEX

307776. Hinterlegungsdatum: 23. Juli 1980.
Rockwell International Corporation, 600 Grant Street, Pittsburgh (Pennsylvanien, USA). - Fabrikation und Handel.

Schwingungsdämpfer für Druckplattenzylinder. (Int. Kl. 7)

DYNA-DAMP

307777. Hinterlegungsdatum: 23. Juli 1980.
Rockwell International Corporation, 600 Grant Street, Pittsburgh (Pennsylvanien, USA). - Fabrikation und Handel.

Druckerpressen und deren Teile. (Int. Kl. 7)

METROLINER

Clariden Bank, Zürich

Bilanz per 31. Dezember 1980
(nach Gewinnverteilung gemäss Antrag an die Generalversammlung)

Aktiven		Passiven	
	Fr.		Fr.
Kassa, Giro- und Postcheckguthaben		Bankenkreditoren auf Sicht	10 584 368.73
Bankendebitoren auf Sicht		Bankenkreditoren auf Zeit	90 469 400.—
Bankendebitoren auf Zeit		– davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	51 550 700.—
– davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	2 232 000.—	Kreditoren auf Sicht	19 143 673.79
Wechsel und Geldmarktpapiere		Kreditoren auf Zeit	16 589 347.40
– davon Reskriptionen und Schatzscheine	1 482 965.—	– davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	1 589 347.40
Kontokorrent-Debitoren ohne Deckung		Depositenkonti	25 944 528.19
Kontokorrent-Debitoren mit Deckung		Sonstige Passiven	19 654 677.28
– davon mit hypothekarischer Deckung	—	Dividenden	2 500 000.—
Feste Vorschüsse und Darlehen ohne Deckung		Aktienkapital	10 000 000.—
Feste Vorschüsse und Darlehen mit Deckung		Gesetzliche Reserven	3 350 000.—
– davon mit hypothekarischer Deckung	1 000 000.—	Andere Reserven	19 000 000.—
Wertschriften		Gewinnvortrag auf neue Rechnung	94 434.04
Dauernde Beteiligungen			
Sonstige Aktiven			
Bilanzsumme	217 330 429.43	Bilanzsumme	217 330 429.43
Zusammensetzung der Wertschriften per 31. Dezember 1980			
	Fr.		Fr.
Schweizerische Obligationen:		Aval-, Bürgschafts- und Garantieverpflichtungen	21 697 660.—
Bund (einschliesslich Schuldbuchforderungen)	1 880 000.—	Forderungen aus festen Termingeschäften	
Banken	2 212 476.—	in Wertpapieren und Edelmetallen	6 093 189.55
Industrielle Unternehmen	200 000.—	Verpflichtungen aus festen Termingeschäften	
Andere	50 000.—	in Wertpapieren und Edelmetallen	6 093 189.55
Inländische Pfandbriefe			
Ausländische Obligationen:			
Öffentlich-rechtliche Körperschaften	8 166 050.—		
Andere	22 652 561.85		
	30 818 611.85		
	35 220 787.85		
Zusammensetzung der dauernden Beteiligungen			
	Fr.		Fr.
Ausländische Aktien und andere Beteiligungspapiere			
– davon Banken	1 650 000.—		
– davon andere	46 000.—		
	1 696 000.—		
	Fr.		Fr.
Gesamtbetrag der Auslandaktiven			
– davon Bankendebitoren mit Laufzeit			
bis zu 90 Tagen	15 580 252.12		
längerfristige	4 548 676.88		
Aufwand			
	Fr.		Fr.
Passivzinsen	5 778 544.25	Aktivzinsen	11 545 331.16
Kommissionsaufwand	125 227.32	Ertrag der Wechsel und Geldmarktpapiere	65 319.88
Bankbehörden und Personal	8 284 037.—	Kommissionsertrag	16 268 708.—
Beiträge an Personal-Wohlfahrtseinrichtungen	760 005.55	Ertrag aus Handel mit Devisen und Edelmetallen	3 953 567.60
Geschäfts- und Bürokosten	4 470 963.01	Wertschriftenertrag	2 127 495.68
Steuern	1 951 029.25	Verschiedene Erträge	224 021.15
Rückstellungen und Abschreibungen	8 123 243.30		
Reingewinn	4 691 393.79		
	34 184 443.47		34 184 443.47
Gewinn- und Verlustrechnung per 31. Dezember 1980			
	Fr.		Fr.
Reingewinn pro 1980	4 691 393.79		
Zuzüglich Saldo-vortrag vom Vorjahr	103 040.25		
	4 794 434.04		
25% Dividende	2 500 000.—		
Zuwendung in die gesetzlichen Reserven	200 000.—		
Zuwendung in die Spezialreserven	2 000 000.—		
Gewinnvortrag auf neue Rechnung	94 434.04		
Gewinnverteilung gemäss Antrag des Verwaltungsrates			
	Fr.		Fr.
Reingewinn pro 1980	4 691 393.79		
Zuzüglich Saldo-vortrag vom Vorjahr	103 040.25		
	4 794 434.04		
25% Dividende	2 500 000.—		
Zuwendung in die gesetzlichen Reserven	200 000.—		
Zuwendung in die Spezialreserven	2 000 000.—		
Gewinnvortrag auf neue Rechnung	94 434.04		

Mitteilungen Communications Comunicazioni

Kleinhandelsumsätze im Januar 1981

Im Januar 1981 lagen die Kleinhandelsumsätze im Total der erfassten Betriebe erneut deutlich über dem Vorjahresstand. Nach den Erhebungen des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit betrug die wertmässige Umsatzzunahme im Januar 1981 im Vergleich zum Vorjahr 6.6%, verglichen mit einer Erhöhung von 10.4% im Dezember 1980 und einer solchen von 7.2% im Januar 1980.

An der gegenüber dem Januar 1980 eingetretenen Umsatzzunahme ist der Grossteil der Waren- und Artikelgruppen beteiligt. So betrug die Erhöhung für Nahrungs- und Genussmittel im Vergleich zum Vorjahr 10.1%, während sich für Bekleidungsartikel und Textilwaren aufgrund gegensätzlicher Umsatzbewegungen in den einzelnen Artikelgruppen nur ein Anstieg von 2.9% ergab. Im Total der übrigen Branchen lagen die Umsätze um 4.6% über dem Vorjahresstand. Nennenswerte Umsatzsteigerungen ergaben sich insbesondere für Früchte und Gemüse, Brot und andere Backwaren, Kolonialwaren und Getränke, Automobile, Küchen- und Haushaltsgegenstände, pharmazeutische Produkte sowie für andere chemische Produkte. Dagegen lagen die Umsätze für Uhren, Bijouterie- und Silberwaren, Kleiderstoffe und für Heiz- und Treibstoffe beträchtlich unter dem Vorjahresstand. Ferner wurden auch für Decken, Teppiche und Ausstattungstextilien, Merceerwaren sowie für Wirk- und Strickwaren merklich niedrigere Umsätze ermittelt.

Die realen Umsätze für das Total der erfassten Betriebe erreichten im Januar 1981 gerade den Vorjahresstand. Die anhand des Landesindex der Konsumentenpreise errechneten realen Umsätze verzeichneten im Vergleich zum Vorjahr für Nahrungs- und Genussmittel eine Verminderung von 0.4% und für Bekleidungsartikel und Textilwaren eine solche von 1.3%. Demgegenüber lag die reale Umsatzentwicklung im Total der übrigen Branchen um 1.6% über dem Niveau vor Jahresfrist.

Bundesamt für Industrie,
Gewerbe und Arbeit

Le chiffre d'affaires du commerce de détail en janvier 1981

En janvier 1981, le total des chiffres d'affaires réalisés par les établissements du commerce de détail englobés dans la statistique a de nouveau nettement dépassé le niveau qui était le sien une année auparavant. Selon les données relevées par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, le taux de cette hausse s'est inscrit à 6.6% en valeur nominale, contre un accroissement de 10.4% en décembre 1980 et de 7.2% en janvier 1980.

L'augmentation du montant des ventes comparativement à janvier 1980 a touché la majeure partie des groupes de marchandises et des groupes d'articles. Le résultat a dépassé de 10.1% celui d'une année auparavant pour les produits alimentaires, boissons et tabacs, tandis que le groupe de l'habillement et des textiles n'a marqué qu'une avance de 2.9% résultant de mouvements opposés parmi les différents groupes d'articles. Quant à l'ensemble des autres branches, on y a enregistré une augmentation de 4.6%. L'expansion a été notable spécialement dans le commerce des légumes et des fruits, du pain et des autres produits de boulangerie, des denrées coloniales et des boissons, des automobiles, des ustensiles de cuisine et de ménage, des produits pharmaceutiques et des autres produits chimiques. Par contre, on a assisté à un fort recul du montant des ventes en ce qui concerne l'horlogerie, la bijouterie, l'argenterie, les tissus pour vêtements ainsi que les combustibles et carburants. Ont aussi sensiblement diminué: les chiffres d'affaires réalisés dans le commerce des couvertures, tapis et tissus d'ameublement, des articles de mercerie ainsi que de la bonneterie et des tricots.

En valeur réelle, le total des chiffres d'affaires réalisés en janvier 1981 par les établissements englobés dans la statistique a juste atteint le niveau qui était le sien en janvier de l'année dernière. Compte tenu de la correction en fonction de l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation, le montant des ventes ainsi calculé en termes réels s'est réduit de 0.4% pour les produits alimentaires, boissons et tabacs et de 1.3% pour l'habillement et les textiles. Quant à l'ensemble des autres branches, il accuse une hausse de 1.6%.

Office fédéral de l'industrie,
des arts et métiers et du travail

Verzeichnis schweizerischer Berufs- und Wirtschaftsverbände

(14. Ausgabe 1979)

Die Zusammenstellung ist vom Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit bearbeitet worden und umfasst rund 1100 Verbände. Sie enthält wie bisher Name, Adresse, Gründungsjahr und Mitgliederzahl der Verbände sowie die Titel der Verbandszeitschriften. Die Angaben sind in deutscher, französischer und italienischer Sprache aufgeführt, soweit sie von den Organisationen selbst geliefert wurden.

Der Preis des Verzeichnisses beträgt Fr. 12.—.

Es kann beim Verlag des Schweizerischen Handelsamtsblattes gegen Vorauszahlung von Fr. 12.— auf Postcheckkonto 30-520 Schweizerisches Handelsamtsblatt, Bern, bezogen werden (Bestellung auf der Rückseite des Abschnittes vermerken).

Liste des associations professionnelles et économiques de la Suisse

(14e édition 1979)

Ce répertoire a été revu par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail et on y trouve les noms d'environ 1100 associations avec comme jusqu'ici leur adresse, leur année de fondation, leur effectif et le titre de leur périodique. Ces indications sont accompagnées, le cas échéant, des traductions dans les autres langues officielles communiquées par les dites associations.

Le prix de l'exemplaire a été fixé à 12 francs.

La liste peut être obtenue contre versement préalable de fr. 12.— au compte de chèques postaux 30-520 Feuille officielle suisse du commerce, Berne (avec mention de la commande au verso du coupon).



Basellandschaftliche Kantonalbank

Garantie des Kantons

Ausgabe einer 5½% Anleihe 1981-91 von Fr. 40 000 000

zur Konversion bzw. Rückzahlung der auf den 31. März 1981 gekündigten 6% Anleihe von 1971-83 von Fr. 25 000 000 sowie zur Beschaffung weiterer Mittel für das Aktivgeschäft.

Anleihebedingungen:

Laufzeit: 8/10 Jahre
Abschnitte: Inhabertitel von Fr. 5000 und Fr. 100 000
Kotierung: Basler und Zürcher Börse
Emissionspreis: 100.50%
Zeichnungsfrist: 4. bis 10. März 1981, mittags

Konversions- und Zeichnungsscheine stehen Interessenten bei den Banken zur Verfügung.

Liestal, den 4. März 1981

Basellandschaftliche Kantonalbank



Schweizerischer Bankverein Société de Banque Suisse Società di Banca Svizzera

Mitteilung an die Obligationäre der 5% Wandelanleihen 1980-84 (Serie NA und Serie IA)

Unser Verwaltungsrat wird der auf den 31. März 1981 einberufenen ordentlichen Generalversammlung beantragen, das Gesellschaftskapital unserer Bank in dem Ausmasse zu erhöhen, dass auf 10 bisherige Titel jeder Kategorie (Inhaberaktien, Namenaktien, Partizipationsscheine) 1 neuer Titel derselben Gattung bezogen werden kann.

Die neuen Aktien und Partizipationsscheine sollen nach dem Antrag des Verwaltungsrates zum Preise von Fr. 125.- je Titel ausgegeben werden und ab 1. Januar 1981 dividendenberechtigt sein.

Gemäss Ziffer 4 der Anleihebedingungen der 5% Wandelanleihen 1980-84 (Serie NA und Serie IA) findet bei einer Kapitalerhöhung mit Bezugsrecht für Aktionäre und Inhaber von Partizipationsscheinen keine Anpassung des Wandelpreises statt. Die Obligationäre, die vom Bezugsrecht auf Namen- bzw. Inhaberaktien Gebrauch machen möchten, werden aufgefordert, ihre Obligationen mit Coupons per 31. Dezember 1981 und ff.

bis Freitag, 20. März 1981

bei einer der schweizerischen Geschäftsstellen des Schweizerischen Bankvereins zur Wandlung einzureichen.

Nach diesem Zeitpunkt werden bei Ausübung des Wandelrechtes nur noch Namen- bzw. Inhaberaktien ex Bezugsrecht ausgeliefert.

Basel, 4. März 1981

SCHWEIZERISCHER BANKVEREIN

Valoren-Nummern:

89 869 5% Wandelanleihe 1980-84 (Serie NA)
89 870 5% Wandelanleihe 1980-84 (Serie IA)

Transitgas AG, Zürich

8½% Anleihe 1975-90 von Fr. 50 000 000 (Valoren-Nummer 125 206)

Die gemäss Ziffer 3 der Anleihebedingungen per 26. Mai 1981 fällig werdende Tilgungsrate von Fr. 3 010 000 wurde am 23. Februar 1981 beim Schweizerischen Bankverein, Basel, ausgelöst.

Die Nummern der gezogenen Titel sind am 4. März 1981 in der «Basler Zeitung», der «Neuen Zürcher Zeitung» und im «Journal de Genève» veröffentlicht worden.

Basel, im März 1981

Aus Auftrag:
SCHWEIZERISCHER BANKVEREIN



eskimo®
textil ag

Wir gestatten uns, die Aktionäre unserer Gesellschaft auf Donnerstag, den 19. März 1981, 17 Uhr, in unsere Deckenfabrik Turbenthal zur

81. ordentlichen Generalversammlung

einzuladen.

Traktanden:

1. Protokoll der Generalversammlung vom 20. März 1980.
2. Abnahme des Geschäftsberichtes und der Jahresrechnung pro 1980 sowie des Berichtes der Kontrollstelle.
3. Décharge-Erteilung.
4. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Wahlen:
 - a. Erneuerungswahl des Verwaltungsrates;
 - b. Wahl der Kontrollstelle.
6. Verschiedenes.

Die Unterlagen über den Geschäftsabschluss per 31. Dezember 1980 liegen zur Einsicht der Aktionäre in unserem Büro in Pfungen auf.

Eintrittskarten können bis 12. März 1981 in unserem Büro in Pfungen (Aktienregister) bezogen werden.

Pfungen, den 24. Februar 1981

Im Namen des Verwaltungsrates
Der Präsident:
B. Aemisegger

Ersparnisanstalt Bütschwil

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Freitag, den 20. März 1981, 18.15 Uhr, in der Mehrzweckhalle «Seefeld», Lachen SZ.

Traktanden:

1. Konstituierung.
2. Vorlage der Jahresrechnung und des Geschäftsberichtes 1980.
3. Bericht und Antrag der Kontrollstelle.
4. Beschlussfassung über die Verwendung des Geschäftsergebnisses.
5. Verschiedenes.

Geschäftsbericht, Erfolgsrechnung und Bilanz sowie der Bericht der Kontrollstelle liegen 10 Tage vor der Generalversammlung bei unseren Geschäftsstellen zur Einsicht auf.

Die Eintrittskarten zur Generalversammlung können gegen Ausweis des Aktienbesitzes bis spätestens Donnerstag, 19. März 1981, bezogen werden.

Die Aktionäre sind zur Teilnahme freundlich eingeladen.

Bütschwil, den 3. Februar 1981

Der Verwaltungsrat

Spar- und Leihkasse Melchnau

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Samstag, den 14. März 1981, um 13.45 Uhr, im Gasthof Bahnhof, Melchnau.

Traktanden:

1. Protokoll.
2. Genehmigung des Jahresberichtes und der Jahresrechnung pro 1980; Décharge-Erteilung an die Verwaltungsorgane.
3. Beschlussfassung für die Verteilung des Reingewinnes.
4. Wahlen:
 - 2 Mitglieder des Verwaltungsrates;
 - 1 Mitglied der Kontrollstelle, infolge Ablauf der Amtsdauer.
5. Statutenrevision.
6. Unvorhergesehenes.

Zu dieser Generalversammlung werden alle Aktionäre höflich eingeladen.

Bitte Eintrittskarte mitbringen!

Der Verwaltungsrat

Photoglob AG, Zürich

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung

auf Mittwoch, den 18. März 1981, nachmittags 14.15 Uhr, am Sitz der Gesellschaft, Grubenstrasse 37, Zürich 3.

Traktanden:

1. Abnahme des Berichtes und der Rechnung 1980 nach Anhören des Revisionsberichtes und Décharge-Erteilung an Verwaltung und Direktion.
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
3. Wahlen.
4. Diverses.

Die Jahresrechnung sowie der Bericht der Kontrollstelle können vom 8. März 1981 an im Büro der Gesellschaft, Grubenstrasse 37, von den Aktionären eingesehen werden.

Aktionäre, die an der Generalversammlung teilnehmen wollen, werden ersucht, ihre Eintrittskarten gegen Ausweis über den Aktienbesitz bis zum 15. März 1981 schriftlich bestellen zu wollen.

Zürich, den 4. März 1981

Der Verwaltungsrat

**Wer nicht inseriert . . . wird
vergessen!**

Verlangen Sie vom Schweizerischen Handelsamtsblatt die unentgeltliche Zusendung einer Probenummer der Monatsschrift «Die Volkswirtschaft»

Mc-Donald Manufacturers Company SA Romanel-sur-Lausanne

Les actionnaires sont convoqués à une

assemblée générale extraordinaire

qui aura lieu le lundi 16 mars 1981, à 10 h. 30, au siège de la société, chemin du Petit-Bois 10, à Romanel-sur-Lausanne.

Ordre du jour:

1. Nomination d'un nouvel administrateur.
2. Divers.

L'organe de contrôle

Molydal Company SA (Suisse), Lausanne

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale extraordinaire

pour le vendredi 20 mars 1981, à 9 h. du matin, dans les bureaux de la Fiduciaire Legista SA, rue Neuve 11, à Lausanne, avec

l'ordre du jour suivant:

Dissolution et mise en liquidation de la société.

Lausanne, le 27 février 1981

L'administration

Genag SA, Lugano

I Signori azionisti sono convocati in

assemblea generale straordinaria

per il giorno 16 marzo 1981, alle ore 11, presso lo studio legale avv. Davide Enderlin, via Maderno 10, in Lugano, con il seguente

Ordine del giorno:

1. Dimissioni a scarico del consiglio di amministrazione.
2. Nomina del nuovo consiglio di amministrazione.
3. Eventuali.

Lugano, il 2 marzo 1981

L'amministratore unico:
Eduard Klaus

Rompmain SA, Noranco

I Signori azionisti sono convocati in

assemblea generale straordinaria

per il giorno 16 marzo 1981, alle ore 11, presso lo studio legale avv. Davide Enderlin, via Maderno 10, in Lugano, con il seguente

Ordine del giorno:

1. Dimissioni a scarico del consiglio di amministrazione.
2. Nomina del nuovo consiglio di amministrazione.
3. Eventuali.

Lugano, il 2 marzo 1981

L'amministratore unico:
Eduard Klaus

**Demandez à l'administration de la Feuille officielle
suisse du commerce un exemplaire-spécimen gra-
tuit de la revue mensuelle «La Vie économique»**

Das sind die Gründe
warum z.B. Viscosuisse und
Oscar Weber ihr Personal bei
der OSKA versichert haben:
Weil wir flexibel sind und man
noch mit uns reden kann.
Weil wir immer die individuelle
Lösung für jeden Betrieb finden.
(Aber auch solche nach GAV).
Weil wir vom Bund anerkannt sind,
und Sie daher in den Genuss
von günstigen Prämien gelangen.
Ist das nicht Grund genug,
auch Ihr Personal bei der OSKA
versichern zu lassen.

oska

OSKA-Krankenversicherung
Zentralverwaltung
Vadianstrasse 26
9001 St. Gallen 071 23 46 18
oder die Sektion in Ihrer Nähe.

SÄCKE/EMBALLAGEN aus Polypropylengeweben

die ideale, preisgünstige Verpackung für viele Produkte.
Informieren Sie sich bei
Gustav Maag, Tel. 01 54 90 88,
Badenerstrasse 450, 8004 Zürich

**Schon mancher
Fälscher hat sich
an uns die Finger
verbrannt.**



**Orell Füssli -
die sicherste Druckerei
für Wertschriften,
Dokumente und Ausweise**

Graphische Betriebe
Dietzingerstr. 3, 8036 Zürich, 01 33 66 11

Kassenschränke

direkt ab Fabrik zu
vorteilhaften Fabrik-
Preisen, Schweizer
Qualität, Lieferung
franko Aufstellungs-
ort ganze Schweiz.

Tel. 01 948 14 44

L'indice suisse des prix à la consommation

Fin octobre 1977 a paru le numéro spécial 89 de «La Vie économique» publié par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail sur

les nouvelles bases et méthodes du calcul de l'indice suisse des prix à la consommation dès 1977

Il s'agit du rapport de la Commission de statistique sociale sur les bases qu'elle a élaborées au cours de la révision totale de l'indice en question.

Ce numéro spécial peut être obtenu contre versement préalable d'un montant de 7 francs sur le compte de chèques postaux 30-520 de la Feuille officielle suisse du commerce, Berne.

Das Sparheft Nr. 1688 der Raiffeisenkasse Ringgenberg wird vermisst.

Der allfällige Inhaber wird aufgefordert, dieses Heft innert 6 Monaten der Raiffeisenkasse Ringgenberg vorzulegen und sich über seinen rechtmässigen Besitz auszuweisen, ansonst das Sparheft gemäss Art. 977 Abs. 2 OR kraftlos erklärt wird.

Ringgenberg, den 28. Februar 1981
Raiffeisenkasse Ringgenberg

Das Prämien-Sparheft Nr. 703878/10 MBL, ausgestellt von der Migros Bank, Limmatplatz, Zürich, mit einem Guthaben von Fr. 1433.30, Wert: 9. Januar 1981, wird vermisst.

Allfällige Inhaber dieses Heftes werden hiermit aufgefordert, dieses innert 6 Monaten von heute an gerechnet an den Schaltern der Migros Bank vorzuweisen, widrigenfalls dasselbe als kraftlos erklärt und an dessen Stelle ein neues Heft ausgestellt würde.

Zürich, den 27. Februar 1981
Migros Bank

Junges Team, dipl. Bücherexperten VSB, mit leistungsfähigem Mitarbeiterstab, ist in der Lage, im Kanton Bern und angrenzenden Gebieten noch einige

Beratungs- und Revisionsmandate

zu übernehmen. Verlangen Sie eine erste Kontaktnahme, damit wir Sie über unsere Dienstleistungen näher orientieren können.

Ihre Anfrage erreicht uns unter Chiffre D.910013 an Publicitas, 3001 Bern.

Zufolge Umstellung auf EDV
äusserst günstig zu verkaufen

Stielow- Adresskartenschränke

Jaeggli + Welbel AG,
Direktwerbung
Buchhauserstrasse 40, Postfach,
8048 Zürich
Telefon 01 52 93 00, intern 17

CTM Computer
bieten mehr

CTM
COMPUTER

Ausgezeichnete
Standardprogramme

Pebe Daten Technik AG
Oberwiesenstrasse 13
8500 Frauenfeld
Telefon 054 3 31 21

Öffentliches Inventar – Rechnungsruf

gestützt auf die Verfügung des Regierungsrates II von Bern vom 24. Februar 1981

Erblasser:

Hächler Albert

geb. 1916, von Neunkirch, gewesener kaufmännischer Angestellter, Kapellenring 77, Hinterkappelen, verstorben am 4. Februar 1981.

Eingabefrist: bis und mit 6. April 1981

a. für Forderungen und Bürgschaftsansprüche beim Regierungsrat II von Bern;

b. für Guthaben des Erblassers bei Notar Ulrich Luginbühl, Bolligen.

Die Eingaben sind schriftlich einzureichen. Für nicht angemeldete Forderungen hatten die Erben weder persönlich noch mit der Erbschaft (Art. 590 ZGB).

Massverwalter: Decio Degiorgi, Notar, Bolligen.

Bolligen, den 26. Februar 1981 Der Beauftragte: Ulrich Luginbühl, Notar
3065 Bolligen, Tel. 031 58 00 14

Notifica di pubblicazione di testamento

(Art. 558-559 CCS)

Il sottoscritto notaio notifica che in data 19 dicembre 1980 è stato pubblicato innanzi alla pretura di Lugano-Distretto, in Lugano, il testamento olografo del defunto signor

Rossini Renato

1922, fu Giosué, da Valcolla, in Lugano, deceduto a Sorengo, il 25 ottobre 1980.

La presente vale quale comunicazione delle disposizioni testamentarie agli eredi legali di ignota dimora che si trovassero in Svizzera e all'estero e più precisamente il signor

Arthur Hasler

ai sensi degli art. 558 e 559 CCS e degli art. 28 e 83 LAC.

Eventuali loro opposizioni al rilascio del certificato ereditario al nome degli eredi istituiti dovranno avvenire presso la pretura di Lugano-Distretto, Palazzo giustizia, Lugano, entro il termine di un mese dalla data della seconda pubblicazione della presente notifica.

Lugano, il 25 febbraio 1981

Il notaio:
avv. Attilio Lucchini

Timbres caoutchouc
Numéroteurs
Dateurs

Gummistempeln
Numeroture
Datumstempel

A. AMMANN SA/AG 1700 FRIBOURG
Pérolles 33
Tel. (037) 22 10 29

Ihre Kataloge, Musterbücher
Preislisten
Bildkalender usw.
mit Ringmechaniken, Draht-
spiralen, WIRO, Nylon-
Spiralen oder Plastic-Rücken
bindet pünktlich...

Bäschlin + Co AG 8008 Zürich
Grossbuchbinderei und Fabrik für Mappen und
Spiralbindungen, Hammerstr. 20, Tel. 01-55 56 44

Haushaltsrechnungen von Unselbständigerwerbenden 1975

Sonderheft Nr. 92 der «Volkswirtschaft»

Letztmals wurde eine Untersuchung ähnlichen Ausmasses über die Lebenshaltung von privaten Haushalten in den Jahren 1936 bis 1938 durchgeführt und 1942 publiziert. Eine ausführliche Berichterstattung über die erweiterte Erhebung im Jahre 1975 ist angesichts der grossen Bedeutung der funktionalen Zusammenhänge zwischen der Ausgabenstruktur der Haushaltung und den Einkommen, der Haushaltgrösse, der regionalen Zugehörigkeit sowie der beruflichen Stellung des Haushaltvorstandes sicher gerechtfertigt. Die Fülle an interessanten Informationen dürften den Nachteil des zeitlichen Abstandes zwischen Erhebung und Publikation bei weitem überwiegen.

Der Preis des Einzelheftes beträgt Fr. 26.- Voreinzahlungen sind erbeten auf Postcheckkonto 30-520, Schweizerisches Handelsamtsblatt, Bern. Die Bestellung ist auf dem Abschnitt des Einzahlungsscheines anzubringen.

Budgets de ménages de salariés 1975

92^e numéro spécial de «La Vie économique»

La précédente enquête d'ampleur comparable sur le niveau de vie des ménages privés remonte aux années 1936 à 1938 et ses résultats ont été publiés en 1942. La grande importance des relations fonctionnelles qui existent entre, d'une part, la structure des dépenses et, d'autre part, le revenu, la taille du ménage, la région de domicile ainsi que la situation professionnelle du chef de ménage justifie certainement un compte rendu minutieux des résultats de l'enquête menée en 1975 sur une grande échelle. L'abondance d'informations intéressantes l'emporte sans doute de beaucoup sur l'inconvénient du temps écoulé entre l'époque de l'enquête et celle de la publication.

Prix: 26 francs. Envoi contre versement préalable sur le compte de chèques postaux 30-520 de la Feuille officielle suisse du commerce, Berne. Prière de mentionner la commande au verso du coupon du bulletin de versement.